

DOCUMENTS DE SÉANCE

1968 - 1969

6 MAI 1968

DOCUMENT 24

Rapport

fait au nom de la commission juridique

sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil
(doc. 65/67) relatives à des directives

- concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées de l'architecte
- visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte
- visant la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte

Rapporteur: M. Boertien

Par lettre du 6 juin 1967, le président du Conseil de la Communauté économique européenne a demandé l'avis du Parlement européen, conformément aux articles 54, paragraphe 2, 63, paragraphe 2, et 57, paragraphes 1 et 2, du traité de la C.E.E., sur trois propositions de directives du Conseil, concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées de l'architecte, visant la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte et visant la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte.

Ces propositions ont été distribuées comme document de séance 65/67.

Au cours de sa séance du 14 juin 1967, le Parlement européen a renvoyé ces propositions pour examen au fond à la commission juridique et pour avis à la commission politique.

La commission juridique a nommé M. Boertien comme rapporteur, le 4 juillet 1967.

Elle a examiné ces propositions au cours de ses réunions du 11 septembre, du 9 octobre et du 13 novembre 1967, du 18 janvier, du 15 février, des 5 et 18 avril 1968.

L'avis de la commission politique a été adopté à l'unanimité le 8 février 1968 et est joint au présent rapport.

La commission juridique a adopté à l'unanimité le présent rapport au cours de sa réunion du 18 avril 1968.

Etaient présents : MM. Deringer, président, Dehousse, vice-président, Boertien, rapporteur, Armengaud, Bech, Burger, Carcassonne, Dittrich, Estève, Illerhaus (suppléant M. Rubinacci), Jozeau-Marigné, Lautenschlager, Marengi (suppléant M. Ferrari).

Sommaire

| | | | |
|---|----|---|----|
| A — Proposition de résolution | 3 | b) Position de l'exécutif | 25 |
| B — Exposé des motifs | 21 | c) L'avis de la commission politique | 26 |
| Introduction | 21 | d) La proposition tendant à faire bénéficier des directives les titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil exerçant des activités dans le domaine de l'architecture | 26 |
| I — La reconnaissance mutuelle des diplômes et la coordination des législations nationales .. | 22 | e) Les conclusions de la commission juridique | 27 |
| a) Portée de la reconnaissance mutuelle .. | 22 | IV — L'épreuve sur titres | 27 |
| b) Relation entre la reconnaissance mutuelle et la coordination des législations | 22 | V — La situation des architectes salariés | 28 |
| c) Degré et progressivité des mesures de coordination | 22 | VI — L'information préalable | 28 |
| d) Moments auxquels sont pratiquées la reconnaissance mutuelle et la coordination .. | 23 | VII — Le stage | 29 |
| II — Les diplômes faisant l'objet de la reconnaissance mutuelle - Le cas des ingénieurs allemands de la construction et des techniciens néerlandais du bâtiment | 23 | Annexe A : Avis de la commission politique | 30 |
| III — La portée des propositions de directive - Le cas des ingénieurs italiens | 25 | Annexe B : Note établie par la Commission des Communautés européennes, concernant les principales conditions d'accès aux activités de l'architecte et leur exercice | 32 |
| a) La situation respective des architectes et des ingénieurs, en Italie et dans les autres Etats membres | 25 | Annexe C : Note établie par la Commission des Communautés européennes, concernant la liaison entre les activités de l'architecte et celles de l'ingénieur | 35 |

A

La commission juridique, sur la base de l'exposé des motifs ci-après, soumet au vote du Parlement européen la proposition de résolution suivante :

Proposition de résolution

portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission au Conseil relatives à des directives

- **concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées de l'architecte**
- **visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte**
- **visant la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte**

Le Parlement européen,

- vu les propositions de la Commission au Conseil ⁽¹⁾,
- consulté par le Conseil, conformément aux dispositions des articles 54, paragraphe 2, 63, paragraphe 2, et 57, paragraphes 1 et 2, du traité de la C.E.E. (doc. 65/67),
- vu le rapport de la commission juridique et l'avis de la commission politique (doc. 24/68),
- a) Considérant que les programmes généraux pour la liberté d'établissement et la libre prestation des services prévoient la libération des activités des services techniques avant le 31 décembre 1965 ⁽²⁾ ;
- b) Considérant que la reconnaissance mutuelle des diplômes doit se limiter dans un premier temps à constater une équivalence entre les diplômes dans la perspective de l'exercice de la profession, qu'elle doit être au besoin complétée par des mesures de coordination et qu'elle doit correspondre à un niveau élevé de formation ;
- c) Considérant que la coordination des législations doit être la plus large possible, mais progressive, et qu'elle suppose une conception déterminée de la profession au niveau européen ;
- d) Considérant la portée limitée de la première proposition de directive dont le bénéfice est réservé aux seuls professionnels non salariés exerçant leurs activités sous le titre légal d'architecte ;
- e) Considérant que pour tenir compte pleinement des situations existant dans les États membres en ce qui concerne les professionnels qui sont autorisés à exercer des activités dans le domaine de l'architecture, il importe de procéder à la coordination des champs d'activité ;
- f) Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de la situation particulière des architectes réfugiés ;
- g) Considérant le cas des ressortissants luxembourgeois devant obtenir leur diplôme d'architecte en dehors de leur pays ;

⁽¹⁾ J. O. n° 239 du 4 octobre 1967, p. 15.

⁽²⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 32/62 et 36/62.

- h) Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de l'âge et de l'expérience prolongée acquise par certains architectes et qu'il serait opportun de les dispenser de l'épreuve sur titres ;
- i) Considérant qu'il y a lieu d'éviter que la mise en œuvre des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes et à la coordination des législations soit susceptible d'aboutir à des régimes différents pour les architectes salariés et pour les architectes non salariés,

1. Se déclare favorable à la conception proposée par la Commission au sujet de la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres, et de la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives ;

2. Souhaite que la Commission poursuive ses efforts en vue de coordonner les dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant tout particulièrement les programmes de formation, l'exercice des activités dans le domaine de l'urbanisme, le régime disciplinaire et la déontologie, l'obligation de recourir aux services d'un architecte, le cumul des professions d'entrepreneur et d'architecte, la répartition des responsabilités entre l'architecte, l'ingénieur et l'entrepreneur, ainsi que le champ d'activités couvert par le titre professionnel dans chacun des États membres ;

3. Attache beaucoup d'importance à l'insertion dans le texte des directives d'une disposition ménageant une solution temporaire au profit des architectes diplômés des écoles allemandes et néerlandaises dont le nom n'est pas repris dans la liste de l'article 2 de la deuxième proposition de directive, ayant au moment de la notification des directives atteint l'âge de 40 ans et justifiant d'une durée de 10 ans d'exercice effectif de la profession ;

4. Estime qu'il ne serait pas opportun de refuser aux réfugiés l'exercice de la profession d'architecte et qu'il convient d'étudier en conséquence la possibilité d'une déclaration s'inspirant de celle faite par le Conseil le 25 mars 1964 au moment où il a arrêté le règlement relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté ;

5. Ne saurait admettre qu'au moment où les activités non salariées auront été libérées, des régimes différents soient créés pour les architectes salariés et non salariés lorsqu'ils exercent leurs activités sur le territoire d'un autre État membre, et estime nécessaire que la Commission prenne des dispositions à cet effet ;

6. Souhaite que la Commission présente dans les meilleurs délais au Conseil les propositions de directives visant à libérer les activités des services techniques autres que celles de l'architecte et de manière générale les activités des professions libérales ;

7. Invite la Commission à présenter dans les meilleurs délais une proposition de directive visant à coordonner le champ des activités réservées dans les États membres aux professionnels portant le titre d'architecte ;

8. Approuve les propositions de directives de la Commission sous réserve des remarques contenues dans le présent rapport ainsi que la proposition de recommandation du Conseil concernant les ressortissants du grand-duché de Luxembourg, porteurs d'un diplôme en architecture délivré dans un État tiers, compte tenu des modifications proposées à l'article 4 de la première directive, à l'article 7 de la deuxième directive et à l'article 2 de la troisième directive ;

9. Invite la Commission des Communautés à faire siennes les propositions de modification suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité ;

10. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport de la commission compétente au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

I

Proposition de directive du Conseil concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités non salariées de l'architecte

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE,

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et, notamment, ses articles 54, paragraphes 2 et 3, 63, paragraphes 2 et 3, et 66,

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement⁽¹⁾, et notamment son titre IV A,

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation de services⁽²⁾, et notamment son titre V C,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que les programmes généraux prévoient la suppression, avant l'expiration de la deuxième étape, de tout traitement discriminatoire fondé sur la nationalité, en matière d'établissement et de prestations de services, dans les activités des services techniques reprises à la rubrique 833 de la nomenclature des Nations unies ;

considérant que cette rubrique couvre notamment les activités de l'architecte ; que celles-ci, en raison de leur nature et de la formation qu'elles supposent, doivent faire l'objet d'une directive particulière ;

considérant que l'énumération, à l'article 2, des activités propres à l'architecte ne vise pas à définir la profession d'architecte, mais uniquement à préciser le champ d'application de la directive ;

considérant que la présente directive ne s'applique pas aux activités des sociétés industrielles de construction, ces dernières relevant des deux directives du Conseil du 7 juillet 1964, d'une part, concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités non salariées de transformation relevant des classes 23-40 C.I.T.I. (industrie et artisanat), et, d'autre part, relatives aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées de transformation relevant des classes 23-40 C.I.T.I. industrie et artisanat)⁽³⁾ ;

considérant que la présente directive ne vise, par le mot « sociétés » inclus dans l'ar-

inchangé

⁽¹⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 36/62.

⁽²⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 32/62.

⁽³⁾ J. O. n° 117 du 13 juillet 1964, p. 1880/64 et 1863/64.

ticle 1, que les associations d'architectes ayant pris la forme de société au sens de l'article 58 ; que, en cette matière, la présente directive ne prévoit que la suppression des restrictions ; qu'en conséquence, elle laisse inchangées les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui, applicables sans exception de nationalité, interdisent aux sociétés ou soumettent pour elles, à certaines conditions, l'exercice de l'une des activités visées par la présente directive ;

considérant que, lorsque la présente directive vise les activités de l'architecte, elle se limite aux activités qui sont exercées, dans plusieurs États membres, sous l'appellation légale d'architecte ; que d'autres activités voisines de celle de l'architecte, comme par exemple celles de l'« architecte de jardin » ou de l'« architecte d'intérieur » ne sont visées dans la présente directive que dans la mesure où celui qui les exerce est en droit de porter le titre légal d'architecte ; que, par ailleurs, et pour la même raison, les activités qui peuvent aussi être exercées légalement par un ingénieur ne sont couvertes par la présente directive que dans la mesure où celui qui les exerce est en droit de porter le titre légal d'architecte ;

considérant que dans plusieurs États membres existent des organisations professionnelles de droit public auxquelles l'inscription est obligatoire ; qu'il y a lieu en conséquence d'assurer la possibilité, pour les ressortissants des États membres bénéficiaires de la directive, d'être inscrits à de telles organisations ; que, par ailleurs, en cas de prestations de services, l'exigence de pareille inscription, liée au caractère stable et permanent de l'activité exercée dans le pays d'accueil, constituerait incontestablement une gêne pour le prestataire en raison du caractère temporaire de son activité ; qu'il convient donc de l'écarter ; qu'il y a lieu, cependant, dans ce cas, d'assurer le contrôle de la discipline professionnelle qui entre dans la compétence de ces organisations professionnelles ; qu'il a été prévu à cet effet, et sous réserve de l'application de l'article 63 du traité, la possibilité d'imposer au bénéficiaire une information préalable de son intention d'effectuer la prestation de services, adressée à l'autorité compétente ;

considérant que le régime applicable aux travailleurs salariés accompagnant le prestataire de services ou agissant pour le compte de ce dernier est réglé par les dispositions prises en application des articles 48 et 49 du traité ;

considérant que les conditions de déplacement et de séjour, pour l'ensemble des bénéficiaires de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services, ont fait l'objet de deux

directives arrêtées par le Conseil le 25 février 1964 ⁽¹⁾,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

Les États membres suppriment en faveur des personnes physiques et des sociétés mentionnées au titre I des programmes généraux pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services, ci-après dénommées bénéficiaires, les restrictions visées au titre III desdits programmes, pour ce qui concerne l'accès aux activités mentionnées à l'article 2 et l'exercice de celles-ci.

Article 2

1. Les dispositions de la présente directive s'appliquent, parmi les activités non salariées visées au groupe 833 de l'annexe II du programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement, aux activités de l'architecte.

2. Au sens de la présente directive relèvent notamment de l'activité et de la responsabilité propres à l'architecte, la création et la composition d'une œuvre de construction, en particulier l'établissement et la signature des plans d'une telle œuvre, aussi bien du point de vue esthétique que technique, ainsi que la synthèse des activités diverses participant à la réalisation de l'œuvre.

L'activité et la responsabilité de l'architecte peuvent également s'exercer dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, ainsi que sous forme de consultation ou d'expertise.

Article 3

1. Les États membres suppriment les restrictions qui notamment :

- a) empêchent les bénéficiaires de s'établir dans le pays d'accueil ou d'y fournir des prestations de services aux mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations que les nationaux ;
- b) résultent d'une pratique administrative ou professionnelle ayant pour effet d'appliquer aux bénéficiaires un traitement discriminatoire par rapport à celui qui est appliqué aux nationaux.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

inchangé

Article 2

inchangé

Article 3

inchangé

⁽¹⁾ J. O. n° 56 du 4 avril 1964, p. 845/64 et 850/64.

2. Parmi les restrictions à supprimer figurent spécialement celles faisant l'objet des dispositions qui interdisent ou limitent de la façon suivante, à l'égard des bénéficiaires, l'établissement ou la prestation de services :

a) *En Belgique*

- par la condition de nationalité prévue à l'article 8 de la loi du 20 février 1939 (Moniteur belge du 25 mars 1939) ;
- par l'obligation de posséder une carte professionnelle (article 1 de la loi du 19 février 1965) ;

b) *En France*

- par la condition de posséder la nationalité française prévue au n° 1 du paragraphe 1 de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1940, ainsi que par l'autorisation individuelle prévue au paragraphe 2 de l'article 2 de la même loi (Journal officiel du 26 janvier 1941) ;

c) *En Italie*

- par la condition de posséder la nationalité italienne (article 7 de l'arrêté royal du 23 octobre 1925, n° 2537) (Gazzetta Ufficiale du 15 février 1926) ;

d) *Au Luxembourg*

- par la durée limitée des autorisations accordées à des étrangers (article 21 de la loi du 2 juin 1962, Mémorial A, n° 31 du 19 juin 1962).

Article 4

Lorsqu'un État membre d'accueil exige de ses ressortissants pour l'accès à l'une des activités visées à l'article 2 ou son exercice l'inscription à une organisation professionnelle ou organisme de droit public, ou lorsque, dans un État membre d'accueil, cette inscription est la conséquence légale de l'admission à l'exercice des activités en cause, cet État assure que les ressortissants des autres États membres :

- en cas d'établissement s'inscrivent à l'organisation professionnelle ou organisme de droit public aux mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations que les nationaux.

Cette inscription entraîne le droit de vote et l'éligibilité, ainsi que le droit d'accéder aux postes de direction de l'organisation professionnelle ou organisme de droit public. Toutefois, ces postes de direction peuvent

Article 4

inchangé

— inchangé

être réservés aux nationaux lorsque l'organisation professionnelle ou organisme de droit public dont il s'agit participe, en vertu d'une disposition législative ou réglementaire, à l'exercice de l'autorité publique ;

- en cas de prestation de services, sont dispensés de cette inscription ; l'État membre peut toutefois prescrire que, lorsque l'exécution de la prestation entraîne leur séjour temporaire sur son territoire, les prestataires sont tenus d'en informer préalablement l'autorité compétente qui assure le respect de la discipline professionnelle.

Article 5

Lorsque dans un État membre d'accueil existe une organisation professionnelle ou organisme de droit public auquel l'inscription n'est pas obligatoire, cet État membre assure que les ressortissants des autres États membres aient la faculté de s'inscrire à cette organisation aux mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations que les nationaux, dans la mesure où leurs activités professionnelles comportent l'exercice de cette faculté.

Cette inscription entraîne le droit de vote, ainsi que, en cas d'établissement, l'éligibilité et le droit d'accéder aux postes de direction de l'organisation professionnelle ou organisme de droit public. Toutefois, ces postes de direction peuvent être réservés aux nationaux lorsque l'organisation professionnelle ou organisme de droit public dont il s'agit participe, en vertu d'une disposition législative ou réglementaire, à l'exercice de l'autorité publique.

Article 6

Les États membres d'accueil assurent que les ressortissants des autres États membres aient la faculté de s'affilier aux organisations professionnelles de droit privé aux mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations que les nationaux, dans la mesure où leurs activités professionnelles comportent l'exercice de cette faculté.

Cette affiliation entraîne le droit de vote, ainsi que, en cas d'établissement, l'éligibilité et le droit d'accéder aux postes de direction de ces organisations.

Article 7

1. Lorsqu'un État membre d'accueil exige de ses ressortissants, pour l'accès à l'une des activi-

- en cas de prestation de services, sont dispensés de cette inscription ; l'État membre peut toutefois prescrire que, lorsque l'exécution de la prestation entraîne leur séjour temporaire sur son territoire, les prestataires sont tenus d'en informer préalablement l'autorité compétente qui assure le respect de la discipline professionnelle, **laquelle s'impose à ceux-ci.**

Article 5

inchangé

Article 6

inchangé

Article 7

inchangé

tés visées à l'article 2, une condition de moralité ou d'honorabilité, cet État accepte comme preuve suffisante à cet égard, pour les ressortissants des autres États membres, une attestation délivrée par une autorité compétente de l'État membre d'origine ou de provenance, certifiant que les conditions de moralité et d'honorabilité exigées dans cet État membre, pour l'accès à l'activité en cause, sont remplies.

Lorsque l'État membre d'origine ou de provenance n'exige pas de condition de cette nature pour l'accès à l'activité en cause, l'État membre d'accueil peut exiger des ressortissants de cet État membre d'origine ou de provenance un extrait du casier judiciaire et, en outre, dans la mesure où la preuve des conditions exigées dans l'État membre d'accueil ne peut être apportée de façon suffisante par cet extrait, une attestation délivrée par une autorité compétente de l'État membre d'origine ou de provenance, correspondant au document de l'État membre d'accueil.

2. Lorsque dans un État membre d'origine ou de provenance et un État membre d'accueil existent des dispositions législatives ou réglementaires concernant le respect de la moralité ou de l'honorabilité et relatives à l'exercice de l'une des activités visées à l'article 2, l'État membre d'accueil obtient, sur demande, les informations nécessaires. Celles-ci indiquent les sanctions disciplinaires ou professionnelles prises à l'encontre de l'intéressé.

Les États membres assurent que la transmission de ces informations est couverte par le secret. Les États membres restent compétents quant à l'effet sur leur territoire des sanctions disciplinaires ou professionnelles encourues dans un autre État membre.

3. Lorsqu'un État membre d'accueil exige des bénéficiaires, pour l'accès à l'une des activités visées à l'article 2 ou son exercice, la preuve qu'ils n'ont pas été déclarés antérieurement en faillite et que les informations délivrées pour les ressortissants des autres États membres, conformément aux paragraphes 1 et 2, ne comportent pas de telle preuve, cet État accepte des bénéficiaires ressortissants des autres États membres une déclaration sous serment faite par l'intéressé devant une autorité compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'État membre d'origine ou de provenance.

Lorsque dans l'État membre d'accueil la capacité financière doit être prouvée, cet État membre accepte les attestations délivrées par des banques de l'État membre d'origine ou de provenance ou, à défaut, un document délivré par une autorité compétente de l'État membre d'origine ou de provenance, comme équivalentes aux attestations délivrées sur son propre territoire.

4. Les documents visés aux paragraphes 1 et 3 ne peuvent avoir, lors de leur production, plus de trois mois de date.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'établissement des ressortissants d'un État membre dans un autre État membre.

6. Les États membres désignent dans le délai prévu à l'article 12 les autorités et organismes compétents pour la délivrance des documents et informations ci-dessus et en informent immédiatement les autres États membres et la Commission.

Article 8

1. Lorsqu'un État membre d'accueil exige de ses ressortissants, pour l'accès à l'une des activités visées à l'article 2 ou son exercice, une des conditions de l'article 7, cet État membre accepte en cas de prestation de services, pour les prestataires ressortissants des autres États membres, un document unique délivré par une autorité compétente de l'État membre d'origine ou de provenance en lieu et place des documents, déclarations et attestations visés à l'article 7.

2. Le document unique prévu au paragraphe précédent ne peut avoir, lors de sa production, plus de 12 mois de date.

3. Les États membres désignent dans le délai prévu à l'article 12 les autorités et organismes compétents pour la délivrance du document ci-dessus et en informent immédiatement les autres États membres et la Commission.

Article 9

Les États membres d'accueil reconnaissent aux ressortissants des autres États membres qui remplissent les conditions prévues par les articles 2 et 3 de la directive du Conseil du visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte, le droit de faire usage du titre professionnel licite, et de son abréviation, de l'État membre d'accueil.

Article 10

Lorsqu'un État membre d'accueil exige de ses ressortissants, pour l'accès à l'une des activités visées à l'article 2 ou son exercice, la prestation d'un serment, cet État assure que, dans le cas où la formule de ce serment ne peut être utilisée par les ressortissants des autres États membres, une formule appropriée et équivalente puisse être présentée au choix des intéressés.

Article 8

inchangé

Article 9

inchangé

Article 10

inchangé

Article 11

Les États membres n'accordent à ceux de leurs ressortissants qui se rendent dans un autre État membre en vue d'exercer l'une des activités visées à l'article 2, aucune aide qui soit de nature à fausser les conditions d'établissement.

Article 11

inchangé

Article 12

Les États membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai d'un an à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Article 12

inchangé

Article 13

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Article 13

inchangé

II

Proposition de directive du Conseil visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE,

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et, notamment ses articles 57, paragraphe 1, et 66 ;

inchangé

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement⁽¹⁾, et notamment son titre V, premier alinéa ;

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation de services⁽²⁾, et notamment son titre VI, premier alinéa ;

vu la proposition de la Commission ;

vu l'avis du Parlement européen ;

considérant que les programmes généraux prévoient, outre la suppression des restrictions, la nécessité d'examiner si cette suppression doit être précédée, accompagnée ou suivie de la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant l'accès aux activités en cause et leur exercice ;

considérant que dans plusieurs États membres la loi subordonne l'accès aux activités de

⁽¹⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 36/62.

⁽²⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 32/62.

l'architecte et leur exercice à la possession d'un diplôme en architecture ; dans certains autres États membres où cette condition n'existe pas, le droit au port du titre d'architecte est toutefois réglementé par la loi ;

considérant que la reconnaissance mutuelle des titres facilitera l'accès aux activités en cause et l'exercice de celles-ci ;

considérant par ailleurs que les conditions dans lesquelles la formation des architectes est organisée dans les six États membres présentent une telle équivalence qu'il est apparu possible de procéder parallèlement à la suppression des restrictions, à la reconnaissance mutuelle de certains diplômes et titres dans ce domaine ;

considérant que les diplômes visés par la présente directive fournissent la preuve de la qualification nécessaire à l'exercice, à titre indépendant, des activités de l'architecte ; que l'attestation prévue à l'article 1 résulte de la directive du Conseil du, visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte ; qu'en l'espèce cette coordination prévoit que les professionnels possédant un autre titre de formation que ceux énumérés à l'article 2 peuvent toutefois, à certaines conditions, se prévaloir de la présente directive ;

considérant qu'en ce qui concerne le port du titre de formation, en raison du fait qu'une directive de reconnaissance mutuelle de certains diplômes ne comporte pas nécessairement une équivalence matérielle des formations que ces diplômes concernent, il convient de n'en autoriser l'usage que dans la langue de l'État membre d'origine,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

Chaque État membre reconnaît les titres délivrés par les autres États membres et énumérés à l'article 2, en leur donnant le même effet sur son territoire qu'aux titres qu'il délivre ; il reconnaît de même l'attestation délivrée en vertu de l'article 2 de la directive du Conseil du visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte.

Article 2

Les titres visés à l'article 1 sont :

a) *En Allemagne*

le diplôme de fin d'études en architecture délivré par :

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

inchangé

Article 2

inchangé

- les universités techniques d'Aix-la-Chapelle, Berlin, Brunswick, Darmstadt, Hanovre, Karlsruhe, Munich et Stuttgart ;
- les écoles supérieures des beaux-arts de Berlin-Charlottenbourg, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Kassel, Munich et Nuremberg ;
- les universités techniques de Danzig, Breslau, Dresde, ainsi que l'école supérieure d'architecture de Weimar, dans la mesure où le diplôme délivré après le 8 mai 1945 est accompagné d'une attestation délivrée par une autorité compétente de la république fédérale d'Allemagne, certifiant l'équivalence de ce diplôme avec celui délivré par les universités techniques ou écoles supérieures énumérées ci-dessus.

b) *En Belgique*

le diplôme de fin d'études en architecture délivré par :

- les écoles nationales supérieures d'architecture d'Anvers et de Bruxelles, ainsi que l'école provinciale supérieure d'architecture de Hasselt ;
- les académies royales des beaux-arts de Bruxelles, Gand, Liège et Mons ;
- les écoles Saint-Luc de Bruxelles (Saint-Gilles et Schaerbeek), Gand, Liège et Tournai ;
- les universités de Gand, Liège et Louvain ;
- le jury central d'architecture.

c) *En France*

le diplôme de fin d'études en architecture délivré par :

- les écoles nationales d'architecture ;
- l'école spéciale d'architecture ;
- l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg.

d) *En Italie*

a) le certificat d'aptitude et de capacité habilitant à l'exercice indépendant de la profession d'architecte délivré par le jury d'examen d'État et accompagné du diplôme de fin d'études en architecture délivré par :

- les universités de Florence, Naples, Palerme et Rome ;
- les écoles polytechniques de Milan et de Turin ;
- l'institut supérieur d'architecture de Venise ;

b) le certificat d'aptitude et de capacité habilitant à l'exercice indépendant de la profession d'architecte délivré par le jury d'examen d'État et accompagné du diplôme de fin d'études d'ingénieur civil délivré par les universités de Bari, Bologne, Cagliari, Gênes, Naples, Palerme, Padoue, Pise, Rome et Trieste, ainsi que les écoles polytechniques de Milan et Turin.

e) *Aux Pays-Bas*

le diplôme de fin d'études en architecture délivré par :

- l'université technique de Delft ;
- les anciennes écoles d'enseignement supérieur en architecture (H.B.O.) d'Amsterdam et de Tilbourg ;
- les établissements reconnus par l'État pour la formation d'architectes d'Amsterdam, Tilbourg, Groningue, Rotterdam, Arnhem et Maastricht.

Article 3

1. Lorsqu'un État membre d'accueil exige, pour l'accès aux activités visées à l'article 2 de la directive du Conseil du concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités non salariées de l'architecte, ou leur exercice, outre un des titres énumérés à l'article 2, un certificat de stage, cet État accepte comme titre équivalent à cet égard une attestation de l'exercice effectif et licite de ces activités pendant un temps égal à la durée dudit stage, et au maximum de 3 ans, délivrée par une autorité ou organisme compétent de l'État membre d'origine ou de provenance.

2. Les États membres désignent dans le délai prévu à l'article 6 les autorités et organismes compétents pour la délivrance de l'attestation ci-dessus et en informent immédiatement les autres États membres et la Commission.

Article 4

1. Le titre et l'attestation visés à l'article 1 doivent être présentés par l'intéressé avant l'accès aux activités en cause dans l'État membre d'accueil.

2. L'autorité ou organisme compétent de l'État membre d'accueil, en vérifiant l'accomplissement des conditions de la présente directive, peut s'assurer de la concordance entre les activités de l'architecte et celles certifiées par l'attestation prévue à l'article 3.

Article 3

inchangé

Article 4

inchangé

Article 5

Les États membres d'accueil reconnaissent aux ressortissants des autres États membres qui remplissent les conditions prévues par les articles 2 et 3, le droit de faire usage de leur titre de formation licite, et de son abréviation, de l'État membre d'origine ou de provenance, dans la langue de cet État, suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui a délivré ce titre.

Article 6

Les États membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai d'un an à compter de sa notification, et en informent immédiatement la Commission.

Article 7

Dès la notification de la présente directive, les États membres veillent en outre à informer la Commission, en temps utile, pour présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions essentielles, d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qu'ils envisagent d'adopter dans le domaine régi par la présente directive.

Article 8

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Proposition de directive du Conseil visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 57, paragraphe 2, et 66,

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établisse-

Article 5

inchangé

Article 6

inchangé

Article 7

inchangé

Ils veillent également à l'informer de toute modification essentielle dans le niveau et la nature de la formation dispensée par les écoles citées à l'article 2 ci-dessus, ainsi que de la création de nouvelles écoles donnant une formation en architecture.

Article 8

inchangé

III

Proposition de directive du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées de l'architecte

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

inchangé

inchangé

ment⁽¹⁾, et notamment son titre V, premier alinéa,

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation de services⁽²⁾, et notamment son titre VI, premier alinéa,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que les programmes généraux prévoient, outre la suppression des restrictions, la nécessité d'examiner si cette suppression doit être précédée, accompagnée ou suivie de la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités en cause et leur exercice ;

considérant que dans plusieurs États membres l'accès aux activités de l'architecte et leur exercice sont subordonnés à la possession d'un diplôme unique en architecture ; que là où pareille condition n'existe pas la formation de l'architecte revêt des modalités diverses ;

considérant qu'en vue de la reconnaissance mutuelle de tous les diplômes au sein de la Communauté économique européenne une coordination de certaines des conditions de formation apparaît nécessaire ; que, compte tenu de la complexité des problèmes à résoudre, la coordination complète ne pourra être réalisée que progressivement ; que, dans une première étape, il convient de prévoir une épreuve sur titres permettant d'attester, principalement par l'examen de leur formation, de leur œuvre architecturale et de l'expérience acquise, le niveau de qualification auquel sont parvenus certains professionnels disposant d'autres titres de formation que ceux prévus à l'article 2 de la directive du Conseil du visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte,

inchangé

inchangé

inchangé

inchangé

inchangé

inchangé

inchangé

considérant qu'il est opportun d'exempter temporairement de l'épreuve sur titres les professionnels qui détiennent un diplôme couronnant un cycle d'études en architecture d'au moins trois ans dans un établissement reconnu par l'État et qui, au moment de la notification de la présente directive, ont atteint un âge avancé et ont acquis une longue expérience en architecture,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

Les États membres où l'accès aux activités visées à l'article 2 de la directive du Conseil

Article 1

inchangé

⁽¹⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 36/62.

⁽²⁾ J. O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 32/62.

du, concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités non salariées de l'architecte, ou leur exercice, est réglementé, veillent à ce qu'un bénéficiaire qui en fait la demande soit informé, avant de s'établir ou avant de commencer à exercer une activité temporaire, de la réglementation sous laquelle tomberait, par sa nature, l'activité qu'il envisage d'exercer.

Article 2

1. Les États membres où l'accès aux activités visées à l'article 1, ou leur exercice, n'est pas subordonné à l'accomplissement d'une seule modalité de formation, couronnée par un des titres énumérés à l'article 2 de la directive du Conseil du visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte, organisent pour leurs ressortissants qui ne disposent pas d'un de ces titres une modalité complémentaire de formation entérinée par une épreuve sur titres.

2. Le jury de cette épreuve est composé en majorité de professeurs des écoles en architecture visées à l'article 2 de la directive mentionnée au paragraphe précédent.

3. Pour être admissible à l'épreuve sur titres, le professionnel doit :

- être en possession d'un diplôme de fin d'études couronnant un cycle d'études en architecture d'au moins 3 années dans un établissement reconnu par l'État ;
- fournir les preuves d'une activité dans le domaine de l'architecture pendant une période d'au moins 6 ans, en particulier les plans établis par lui et — dans les États membres où la législation le permet — signés par lui, d'œuvres architecturales effectivement réalisées.

4. L'épreuve sur titres comporte notamment la réalisation d'une esquisse et sa défense orale.

L'interrogatoire au cours de cette épreuve se situe au même niveau que celui de l'examen final exigé pour l'obtention d'un des titres énumérés à l'article 2 de la directive du Conseil du, visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte.

5. Le professionnel qui a réussi cette épreuve sur titres obtient une attestation qu'il possède une qualification professionnelle équivalente à celle des détenteurs des titres visés au paragraphe 1.

Article 2

1. inchangé

2. inchangé

3. inchangé

4. inchangé

5. inchangé

6. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les détenteurs de cette attestation bénéficient, au regard des dispositions de droit interne ou des statuts d'organisation professionnelle, de droits et facilités identiques à ceux reconnus aux porteurs d'un des titres énumérés à l'article 2 de la directive du Conseil du, visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecte.

7. Les États membres désignent, dans le délai prévu à l'article 3, les autorités et organismes compétents pour la délivrance de l'attestation ci-dessus et en informent immédiatement les autres États membres et la Commission.

Article 3

Les États membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai d'un an à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Article 4

Dès la notification de la présente directive, les États membres veillent en outre à informer la Commission, en temps utile pour présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions essentielles d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qu'ils envisagent d'adopter dans le domaine régi par la présente directive.

Article 5

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

6. Sont dispensés de l'épreuve sur titres prévue au paragraphe 1 et obtiennent en conséquence à leur demande l'attestation visée au paragraphe précédent les professionnels ayant un diplôme visé au paragraphe 3, alinéa 1, si à la date de notification de la présente directive ils sont âgés de 40 ans et si le jury prévu au paragraphe 2 certifie qu'ils ont exercé pendant 10 ans des activités conformément au paragraphe 3, alinéa 2.

7. inchangé

8. inchangé

Article 3

inchangé

Article 4

inchangé

Article 5

inchangé

Proposition d'une recommandation du Conseil concernant les ressortissants du grand-duché de Luxembourg porteurs d'un diplôme en architecture délivré dans un État tiers

LE CONSEIL,

approuvant l'article 3 de la directive visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres, concernant les activités non salariées de l'architecte,

constatant que le libellé de cet article ne vise que les diplômes, certificats et autres titres dans un État membre,

soucieux cependant de tenir compte de la situation particulière des ressortissants luxembourgeois qui, le grand-duché de Luxembourg ne disposant pas d'université, ont poursuivi leurs études dans un État tiers,

recommande aux gouvernements des autres États membres de faciliter aux ressortissants du grand-duché de Luxembourg porteurs d'un diplôme de fin d'études en architecture délivré dans un État tiers et reconnu au sens de l'article 7, alinéa 10, de la loi luxembourgeoise du 2 juin 1962, l'accès aux activités non salariées de l'architecte et leur exercice à l'intérieur de la Communauté, en reconnaissant ces diplômes sur leurs territoires.

LE CONSEIL,

inchangé

B

Introduction

1. En abordant l'examen des trois propositions de directives concernant les activités non salariées de l'architecte, votre commission s'est trouvée devant une matière à la fois ancienne et nouvelle.

Ces textes préparés par la Commission des Communautés constituent, comme beaucoup d'autres, une application des programmes généraux établis en 1961, qui couvrent l'ensemble des problèmes posés par la libre circulation des personnes exerçant une activité non salariée. A l'exception de la directive sur le droit des sociétés⁽¹⁾, toutes ces directives proposées par la Commission visent à la suppression des entraves législatives, réglementaires et administratives à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services qui seraient basées sur la nationalité. Mais les propositions de directives qui font l'objet de ce rapport présentent cette particularité de concerner une profession libérale, en l'occurrence celle d'architecte.

2. La Commission des Communautés a estimé qu'il était opportun de faire un nouveau pas en avant dans la réalisation de la libre prestation des services et de la liberté d'établissement. Conformément au traité et aux programmes généraux, elle propose pour la première fois aux États membres la reconnaissance mutuelle des diplômes afin de faciliter dans les États membres l'accès aux activités non salariées de l'architecte. La Commission a en outre établi, pour étendre les effets de la reconnaissance mutuelle à certains diplômes, une troisième proposition de directive visant à la coordination de quelques dispositions législatives, réglementaires et administratives. Cette dernière proposition invite deux États membres à créer une épreuve sur titres pour permettre aux détenteurs de diplômes délivrés par plusieurs écoles techniques d'accéder aux activités non salariées de l'architecte dans les États membres où un type déterminé de formation est exigé.

3. C'est au début du mois de juin 1967 que le Conseil a soumis à l'avis du Parlement les trois propositions de directives à l'examen. Les programmes généraux, comme le rappelle la Commission dans son exposé des motifs, stipulent

que la libération des services techniques devait intervenir à l'expiration de la deuxième étape de la période transitoire, soit au plus tard le 31 décembre 1965. Votre commission doit bien constater un retard de près de trois ans dans la réalisation de cet objectif. Ce retard lui a paru d'autant plus important que les propositions actuelles ne concernent que les activités de l'architecte, les autres activités des services techniques devant faire l'objet ultérieurement de propositions émanant de la Commission⁽²⁾. Celle-ci a donné les motifs qui l'ont amenée à scinder dans ses propositions les services techniques en plusieurs séries de directives. Elle venait de mettre au point, après plusieurs années de consultation avec les experts des États membres, le texte des propositions et celles-ci constituaient, pour les activités de l'architecte, une solution visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes alors que pour d'autres activités une telle solution ne paraissait pas encore possible au stade actuel de ses travaux. Les propositions relatives aux autres activités des services techniques sont également en voie d'achèvement. L'exécutif a fait connaître l'avancement de ses travaux pour plusieurs professions libérales. Il se prononcerait sur les propositions relatives aux ingénieurs⁽²⁾, aux pharmaciens et aux avocats à la fin de l'année 1967, et pour le mois de juillet 1968 sur les propositions relatives aux experts-comptables, aux agronomes, aux conseils fiscaux, aux médecins, aux vétérinaires et aux professions para-médicales.

4. Les différentes professions libérales citées ci-dessus offrent chacune pour leur part des caractéristiques qui leur sont bien particulières. En présentant les propositions de directive « architectes », la Commission a élaboré des solutions qui, par leur originalité, pourraient difficilement constituer un précédent, un moule où seraient coulées des solutions semblables à l'égard des autres professions libérales. C'est dans cet esprit que votre commission a abordé l'examen des propositions soumises à sa consultation.

5. Les trois propositions de directive « architectes » ont été examinées par votre commission au cours de nombreuses réunions. Outre les

(1) Par l'expression « services techniques », les programmes généraux visent « les activités indépendantes de l'ingénieur, de l'architecte, du physicien, du chimiste, du géologue, etc. ».

(2) Il s'agit plus précisément des activités de recherche, de création, de consultation et d'application dans le domaine technique.

(1) Il s'agit de la première directive du Conseil concernant les garanties exigées des sociétés (J. O. n° L 65 du 14 mars 1968).

problèmes généraux concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes et la coordination des législations, elle s'est occupée longuement des deux problèmes suivants :

- la liste des diplômes faisant l'objet de la reconnaissance mutuelle et la situation des ingénieurs allemands de la construction et des techniciens néerlandais du bâtiment ;
- la portée limitée des propositions de directive et le cas des ingénieurs italiens.

Par ailleurs, votre commission s'est penchée sur diverses questions, à savoir l'épreuve sur titres, la situation des architectes salariés, l'information préalable et le stage professionnel.

I — La reconnaissance mutuelle des diplômes et la coordination des législations nationales

6. Jusqu'à présent, la Commission n'a pas encore fait usage de l'article 57 du traité pour proposer, comme complément d'une directive de libération, la reconnaissance mutuelle des diplômes. Comme l'y autorisent les programmes généraux ⁽¹⁾, elle s'est limitée jusqu'à présent à proposer des mesures transitoires, notamment pour l'artisanat, du fait que ce secteur d'activité avait été libéré assez rapidement au cours de la période transitoire et qu'il ne lui paraissait pas indispensable d'imposer aussitôt une solution définitive. En outre, dans le cas de l'artisanat, tous les États membres ne connaissaient pas une modalité de formation. Il était donc plus aisé de substituer à l'exigence de formation celle de l'exercice effectif et prolongé de l'activité en cause comme preuve du savoir-faire de celui qui cherchait à s'établir ou à prêter ses services dans un autre État membre.

7. Placée pour la première fois devant une proposition visant à la reconnaissance de diplôme, votre commission a cru nécessaire d'examiner de plus près le contenu de l'article 57 du traité C.E.E. C'est ainsi que les débats au sein de votre commission ont mis en lumière les éléments suivants :

a) Portée de la reconnaissance mutuelle

8. La reconnaissance mutuelle des diplômes ne fait que constater une équivalence entre des diplômes et en tirer les conséquences à l'égard des six États membres. Il ne s'agit pas de constater une identité entre les diplômes décernés par des instituts disséminés sur le territoire des

six États membres, ou une stricte équivalence académique ou matérielle des programmes d'études.

La Commission des Communautés a tout au plus comparé des diplômes dans la perspective de l'exercice de la profession.

b) La relation entre la reconnaissance mutuelle et la coordination des législations

9. Parmi l'ensemble des conditions d'accès ou d'exercice de la profession, les diplômes et titres font l'objet de la procédure de reconnaissance mutuelle. Les autres conditions d'accès ou d'exercice font l'objet d'une coordination. Toutefois, comme les diplômes décernés par certaines écoles sont par trop différents du niveau choisi par la Commission pour pouvoir faire l'objet d'une reconnaissance mutuelle sans autre forme de procédure, il a été prévu par la Commission dans sa troisième directive l'institution d'une épreuve sur titres.

La reconnaissance mutuelle ne recouvre donc pas l'opération de coordination mais elle se voit complétée par celle-ci.

c) Le degré et la progressivité des mesures de coordination

10. La reconnaissance mutuelle des diplômes est imposée par le traité C.E.E., mais seulement dans la mesure où elle peut faciliter l'accès et l'exercice de la profession. Il apparaît évident que pour les professions libérales cette reconnaissance des diplômes décernés dans un autre État membre est d'une grande utilité, car elle dispense les candidats à l'établissement de présenter à nouveau les épreuves du programme d'études prévu dans l'État d'accueil.

11. C'est aux mêmes fins que la coordination des autres conditions d'accès et d'exercice est prévue par le traité. Mais il se pose un problème, celui du degré auquel doit être pratiquée cette coordination. La Commission n'a pas retenu une conception étroite de la coordination, où les dispositions nationales vivraient côte à côte dans une sorte de « coexistence pacifique ». Elle ne s'est pas contentée non plus d'une conception plus large, consistant à rechercher une conformité suffisante des conditions d'exercice des professions. La Commission s'est prononcée en faveur de la coordination la plus large possible, qui suppose que l'on se prononce pour une conception déterminée de la profession au niveau européen, allant au-delà des éléments économiques de la profession. Mais il n'entre pas dans la politique de la Commission de vouloir tout coordonner en une seule fois. Elle estime utile d'aborder la coordination de manière progressive. C'est pourquoi la troisième proposition de directive devrait changer d'intitulé. Elle de-

⁽¹⁾ Les programmes généraux pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services (J. O. n° 2, 1962) prévoient qu'« en attendant la reconnaissance mutuelle des diplômes ou cette coordination, un régime transitoire pourra être appliqué — comprenant, le cas échéant, la production d'une attestation de l'exercice licite et effectif de l'activité dans le pays d'origine — pour faciliter l'accès aux activités non salariées ou leur exercice et afin d'éviter des distorsions ».

vrait porter pour titre : « Proposition de directive du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives » et non « des dispositions législatives ».

12. La Commission se propose de présenter d'autres mesures de coordination pour les activités de l'architecte. Elles porteraient sur :

- 1° Le rapprochement des programmes de formation ;
- 2° L'exercice des activités dans le domaine de l'urbanisme, qui n'est pas réglé par les présentes directives ;
- 3° Les dispositions relatives au régime disciplinaire et à la déontologie, tout particulièrement sur l'obligation de recourir dans certains États aux services d'un architecte, sur le cumul des professions d'entrepreneur et d'architecte, et sur les problèmes de répartition des responsabilités entre l'ingénieur, l'architecte et l'entrepreneur ;
- 4° Le champ d'activités couvert par le titre professionnel dans chacun des six États.

d) *Les moments auxquels sont pratiquées la reconnaissance mutuelle et la coordination*

13. La procédure de reconnaissance mutuelle et de coordination peut se situer à différents moments. Elle peut être acquise avant ou après la libération des activités, sauf dans le cas des activités médicales pour lesquelles le traité impose la coordination préalable des conditions d'exercice. La Commission a estimé toutefois que pour les professions libérales il était hautement souhaitable de procéder simultanément à la libération des activités et à la reconnaissance mutuelle des diplômes. Elle admet en revanche que certaines mesures de coordination puissent intervenir ultérieurement.

Le texte de l'article 57 permet de supposer que la reconnaissance mutuelle des diplômes peut être acquise soit au cours de la période transitoire, soit après cette période, alors que la coordination des autres conditions d'accès devrait avoir lieu avant la fin de la période transitoire. Pour sa part, la Commission estime que l'article 57 ne contient aucun délai de forclusion et qu'il ne sera pas nécessaire, passé ce délai, de recourir à l'article 100 du traité C.E.E. concernant le rapprochement des législations pour pallier une prétendue lacune de l'article 57 du traité.

II — Les diplômes faisant l'objet de la reconnaissance mutuelle — Le cas des ingénieurs allemands de la construction et des techniciens néerlandais du bâtiment

14. La deuxième proposition de directive oblige chaque État membre à reconnaître comme équi-

valents les titres délivrés par les autres États membres, qui sont énumérés à l'article 2. Comme il a été dit plus haut, cette liste n'énumère pas des diplômes dont les programmes seraient identiques. La Commission n'a recherché qu'une équivalence entre des titres du niveau le plus élevé dans chaque État membre. Ce niveau est caractérisé par le degré universitaire de la formation.

15. La liste des écoles énumérées à l'article 2 doit rester ouverte. Votre commission est d'avis que la liste devrait être revue soit au cas où un État membre modifierait le niveau de formation de l'une des écoles qui y sont mentionnées, soit au cas où un État membre créerait une nouvelle école correspondant au niveau de formation des écoles citées dans cet article.

L'exécutif a précisé que c'est en partie pour cette raison qu'il a prévu à l'article 7 de la deuxième proposition de directive l'obligation pour les États membres de l'informer de tout projet visant à modifier la législation concernant la profession d'architecte : il en résulte que, quant au fond du problème, il est d'accord avec votre commission. Sur le plan formel, il a paru utile, néanmoins, à votre commission de compléter cet article de la manière suivante :

«

Ils veillent également à l'informer de toute modification essentielle dans le niveau et la nature de la formation dispensée par les écoles citées à l'article 2 ci-dessus, ainsi que de la création de nouvelles écoles donnant une formation en architecture. »

16. La liste de l'article 2 comprend des instituts appartenant à cinq États membres. On notera qu'elle reprend même des instituts situés dans la zone orientale de l'Allemagne. A ce sujet, la Commission fait une distinction. Les architectes ayant acquis leur diplôme dans ces instituts après le 8 mai 1945 doivent se faire délivrer par une autorité compétente de la république fédérale d'Allemagne un certificat d'équivalence de ce diplôme avec celui délivré par les universités techniques ou écoles supérieures énumérées à l'article 2 dont il est question ci-dessus.

17. Par ailleurs, la situation des réfugiés ressortissant d'autres États devrait faire l'objet, selon le vœu de la Commission, d'une déclaration s'inspirant de celle faite par le Conseil le 25 mars 1964 lorsqu'il a arrêté le règlement relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté. Votre commission s'associe volontiers à ce vœu. Elle souhaite qu'une solution favorable puisse être apportée non seulement au profit de ces réfugiés ayant exercé la profession d'architecte, mais encore, lorsque le moment sera venu, d'adopter de nouvelles directives pour les professionnels exerçant d'autres activités libérales.

18. La liste des écoles dont les diplômes sont reconnus équivalents ne comprend aucun institut situé au Grand-Duché. En l'absence d'université luxembourgeoise, la Constitution de cet État prévoit que ses nationaux peuvent suivre les programmes universitaires dans le pays de leur choix. Il a paru nécessaire à la Commission de trouver une solution particulière pour les ressortissants luxembourgeois qui ont obtenu leur diplôme d'architecte dans un institut d'un État tiers. Elle propose au Conseil de recommander aux États membres de faciliter à ces ressortissants l'accès aux activités non salariées de l'architecte en reconnaissant ces diplômes sur leurs territoires.

19. Votre commission soutient cette proposition de l'exécutif. Sans doute pourrait-on objecter que d'autres ressortissants de la Communauté ayant obtenu un diplôme dans une école située en dehors de la Communauté ne comprendraient pas que leur diplôme ne fût pas reconnu équivalent en raison de la nationalité du porteur.

Il convient cependant de limiter cette exception aux seuls ressortissants de la Communauté qui n'ont pas la possibilité de recevoir dans leur propre pays une formation en architecture, à l'exclusion de ceux qui ont choisi de chercher cette formation en dehors de leur pays. Tout élargissement de l'exception créée au profit des ressortissants luxembourgeois ne connaîtrait pas de limite et la reconnaissance mutuelle des diplômes serait rendue pratiquement impossible.

20. La liste de l'article 2 cite, pour la France, des écoles nationales d'architecture et l'école spéciale d'architecture. L'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg fait encore l'objet d'une incertitude, car, ainsi que le signale l'exposé des motifs, le gouvernement français a indiqué que des réformes étaient en cours et qu'il se réservait de préciser encore sa position.

Toutefois, la commission juridique avait été saisie d'une requête de MM. Estève et Jozeau-Marigné tendant à ce que l'école d'ingénieurs de Strasbourg soit comprise sans parenthèse, c'est-à-dire sans réserves, dans la liste de l'article 2.

La commission juridique appuie cette requête, à condition toutefois que le gouvernement français en fasse la demande à la Communauté européenne et qu'une suite favorable lui soit donnée.

21. Les écoles allemandes d'ingénieurs de la construction et les écoles néerlandaises V.B.O. ne sont citées nulle part dans les propositions de directives établies par la Commission. Et cependant les diplômes délivrés par ces écoles ont donné lieu à un débat attentif de la part de votre commission.

Elle soutient le principe selon lequel la reconnaissance mutuelle des diplômes ne peut

amener un nivellement par le bas et qu'elle doit porter seulement sur les diplômes en architecture du niveau le plus élevé dans chaque État membre.

Partant de ce principe, elle a constaté que les diplômes décernés par les écoles techniques V.B.O. aux Pays-Bas et par les écoles allemandes d'ingénieurs de la construction constituaient une condition d'admission aux écoles d'enseignement supérieur allemandes et néerlandaises. Il ne lui a pas paru possible en conséquence de considérer comme équivalents les diplômes délivrés par les unes et les autres ⁽¹⁾.

22. Malgré cette différence dans le niveau des études, l'exécutif a proposé de mettre sur pied d'égalité les architectes détenteurs de diplômes non universitaires avec leurs compatriotes architectes qui détiennent un diplôme du niveau le plus élevé grâce à l'institution d'une épreuve sur titres. L'exécutif présente cette épreuve comme un moyen de créer dans un même État membre une égalité entre les architectes universitaires et ceux qui ne le sont pas. Cette égalité étant acquise, les architectes d'un même État membre qui ont réussi l'épreuve sur titres seront ensuite mis sur pied d'égalité avec les universitaires des autres États membres.

C'est pourquoi l'exécutif a proposé de créer cette épreuve dans les États où l'accès aux activités d'architectes n'est pas subordonné à l'accomplissement d'une seule modalité de formation, c'est-à-dire l'Allemagne et les Pays-Bas.

23. Votre commission, tout en admettant le principe de l'épreuve sur titres, s'est préoccupée des problèmes qui se poseraient aux architectes non universitaires d'Allemagne et des Pays-Bas qui auraient à se soumettre à cette épreuve après qu'ils aient exercé tout à fait valablement, pendant de nombreuses années, leur profession. Elle a étudié plusieurs tentatives de solutions susceptibles de pallier cette situation.

Après un examen approfondi des différents essais de solutions, votre commission a estimé opportun de dispenser de l'épreuve sur titres les ingénieurs et techniciens qui auraient exercé valablement leur profession pendant un certain nombre d'années et qui auraient atteint un certain âge.

24. Il est apparu peu concevable que l'on exige une telle épreuve des professionnels après de nombreuses années de pratique. Votre commission désire cependant limiter la portée de cette dispense aux architectes qui portent le titre professionnel d'architecte et qui ont acquis un titre de formation non universitaire. La dispense revêtira un caractère temporaire et ne visera que les professionnels ayant atteint l'âge de 40 ans au moment de l'entrée en vigueur des directives « architectes ». Les bénéficiaires de cette dis-

⁽¹⁾ Voir annexe B.

pense devront rapporter la preuve qu'ils ont exercé « effectivement » pendant 10 ans la profession d'architecte.

25. En conséquence, votre commission a adopté par 12 voix pour et une abstention un amendement tendant à insérer un paragraphe 5 bis à l'article 2 de la troisième proposition de directive :

« Sont dispensés de l'épreuve prévue au paragraphe 1 et obtiennent en conséquence, à leur demande, l'attestation visée au paragraphe précédent les professionnels possédant un diplôme visé au paragraphe 3, alinéa 1, si à la date de notification de la présente directive ils sont âgés de 40 ans et si le jury prévu au paragraphe 2 certifie qu'ils ont exercé pendant 10 ans des activités conformément au paragraphe 3, alinéa 2. »

III — La portée des propositions de directive — Le cas des ingénieurs italiens

26. Ainsi qu'il a été dit plus haut, la Commission des Communautés a scindé dans les propositions de directive les activités de l'architecte des autres activités des services techniques.

Votre commission a, sans doute, regretté que l'ensemble des activités des services techniques ne puisse faire l'objet en même temps de mesures de libération. Elle s'est demandé si l'échelonnement dans la présentation des directives ne pourrait pas nuire à l'ensemble des services techniques du fait qu'il existe entre eux des liens professionnels et que la répartition des activités entre ces services techniques n'est pas identique dans tous les États membres. Elle a examiné tout particulièrement la situation des architectes et des ingénieurs italiens. En Italie, la plupart des travaux d'architecture sont exécutés par les ingénieurs. Les architectes italiens ne se voient attribuer en propre qu'un nombre restreint d'activités en architecture, beaucoup d'autres activités pouvant être exercées tant par l'ingénieur que par l'architecte. Or, il se fait que les directives à l'examen ne libèrent que les activités exercées par une personne détenant le titre légal d'architecte. Le sixième considérant de la première directive énonce que « les activités qui peuvent aussi être exercées légalement par un ingénieur ne sont couvertes par la présente directive que dans la mesure où celui qui les exerce est en droit de porter le titre légal d'architecte ».

27. Les ingénieurs italiens exerçant dans leur pays des activités en architecture seront donc exclus du bénéfice des présentes directives. Et d'après les indications fournies par l'exécutif, il ressort que la mise en application simultanée de la directive attendue pour les activités de l'ingénieur ne pourra pas régler complètement les cas des ingénieurs italiens exerçant des activités en architecture.

a) *La situation respective des architectes et des ingénieurs, en Italie et dans les autres États membres*

28. La situation qui sera créée par l'application des propositions de la Commission sera délicate quant aux avantages relatifs que pourront acquérir les uns et les autres grâce à l'extension géographique des droits. Les débats, au sein de votre commission, l'ont amenée à considérer la situation juridique des architectes et des ingénieurs au moment où, successivement, seraient mises en application les directives « architectes » d'abord et ensuite les directives « ingénieurs ».

29. Au moment où entreraient en vigueur les directives « architectes », l'ingénieur italien ne pourra pas exercer les activités réservées au professionnel détenant le titre d'architecte dans un État où cette profession est réglementée. Il ne pourra exercer en architecture que les activités accessibles à l'ingénieur du pays d'accueil. De son côté, l'architecte de cet État pourra exercer en Italie les activités accessibles aux architectes italiens, sans toutefois jouir dans l'exercice de sa profession de l'exclusivité dont il bénéficiait dans son pays d'origine. On sait, en effet, que si l'architecte italien se voit réserver en propre quelques activités de caractère artistique, il doit admettre que d'autres activités en architecture soient également exercées par des ingénieurs.

30. Les avantages respectifs seront quelque peu modifiés lorsque entrera en vigueur la directive « ingénieurs », qui permettra le libre établissement et la libre prestation de services à tous ceux qui possèdent un diplôme représentant au moins 4 années d'études et qui ont exercé les activités pendant 3 ans au moins. A ce moment, l'ingénieur italien pourra exercer des activités d'ingénieur dans tous les États membres, mais il ne pourra toujours pas exercer les activités d'architecte dans l'État où la profession d'architecte est réglementée, sinon celles que l'ingénieur du pays d'accueil est lui-même autorisé à exercer. De son côté, l'architecte de cet État verra toujours ses activités d'architecte limitées en Italie aux seules activités couvertes par le titre italien d'architecte. Mais, par paradoxe, l'ingénieur venant d'un État où la profession d'architecte est réglementée et lui est donc interdite pourra-t-il exercer en Italie des activités plus étendues et notamment plus d'activités en architecture ?

b) *Position de l'exécutif*

31. Au cours des débats, plusieurs essais de solutions ont été examinés. La Commission exécutive a soutenu sa proposition aux termes de laquelle les ingénieurs italiens, exerçant des activités dans le domaine de l'architecture, peuvent exercer ces mêmes activités dans les autres États membres, en ayant le droit de porter le

titre professionnel de l'État d'accueil, s'ils ont passé en Italie l'examen d'État, les habilitant à l'exercice indépendant de la profession d'architecte.

32. Cette proposition de l'exécutif contenue à l'article 2 de la deuxième proposition de directive a suscité certaines réactions au sein de votre commission. Plusieurs membres ont fait valoir qu'il était peu équitable d'imposer aux ingénieurs italiens, exerçant des activités dans le domaine de l'architecture, de se soumettre à une épreuve complémentaire pour être admis à faire dans d'autres États membres ce qu'ils peuvent faire déjà en Italie. Il est notoire que la formation de l'ingénieur italien est de haut niveau, et cet examen d'État complémentaire n'est imposé en Italie que si l'ingénieur veut exercer les quelques rares activités réservées aux professionnels porteurs du titre italien d'architecte.

33. La question a été posée alors de savoir si la libération devait être limitée, comme le propose la Commission, aux activités qui sont exercées sous le titre d'architecte ou si elle devait englober toutes les activités généralement comprises dans la profession d'architecte. Fallait-il se conformer à un critère formaliste ou s'en tenir à une situation de fait ?

c) L'avis de la commission politique

34. Cette question a été examinée par la commission politique, saisie pour avis des trois propositions de directive⁽¹⁾. Celle-ci constate que la séparation et la répartition des professions sont différentes d'un État à l'autre et que ces différences trouvaient leur justification dans un contexte historique. En Italie, c'est par un décret royal du 23 octobre 1925 que le titre professionnel d'architecte a été créé⁽²⁾. Certaines activités, peu nombreuses, ayant un aspect purement artistique, ont été accordées en propre aux architectes à l'exclusion des ingénieurs. Mais il n'a pas paru opportun à ce moment de retirer aux ingénieurs les autres activités qu'ils avaient été jusque-là autorisés à exercer dans le domaine de l'architecture et qu'ils exercent aujourd'hui encore.

35. Cette situation, qui est le résultat d'une évolution historique, doit être considérée comme une donnée. La commission politique a estimé « qu'il n'y avait pas lieu de prétendre innover d'une manière aussi sensible sur les coutumes des différents États membres et, surtout, qu'il ne fallait méconnaître, dans le cadre communautaire, des droits déjà acquis en vertu des législations nationales ».

36. La commission politique invoque les droits acquis. Chacun admet que les droits acquis au

regard des situations juridiques nationales sont respectables, et la Commission exécutive n'y a d'ailleurs pas touché. Elle n'a pas proposé actuellement de procéder à l'harmonisation des activités réservées aux professionnels portant le titre d'architecte. La Commission n'envisage pas non plus dans ses propositions actuelles de directive de modifier les droits acquis dans chaque État. L'ingénieur italien pourra toujours exercer des activités d'architecture en Italie.

d) La proposition tendant à faire bénéficier des directives les titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil, exerçant des activités dans le domaine de l'architecture

37. Au sein de votre commission, il a été suggéré de modifier une des bases juridiques de la première proposition de directive visant à la libération des activités, qui est définie dans le sixième considérant de cette proposition. Aux termes de cette suggestion, toutes les activités de l'architecture seraient libérées sans qu'il soit fait référence au droit de porter le titre légal d'architecte. Dans ce sens, un membre a déposé un projet d'amendement sous forme d'un article 2 bis à insérer dans la deuxième proposition de directive. Ce projet d'amendement est ainsi rédigé :

« Sont admis au bénéfice de la directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées de l'architecte les ressortissants des États membres titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil, qui sont admis, par la législation nationale, à exercer la profession d'architecte, sous réserve d'une déclaration de l'organisme professionnel compétent selon laquelle l'intéressé est habilité, dans son pays d'origine, à exercer les activités de l'architecte et qu'il les exerce effectivement depuis 3 (ou 5) ans au moins. »

38. A l'appui de cet amendement, il a été souligné d'abord que l'ingénieur civil, notamment en Italie, a une formation universitaire d'un très haut niveau. Il a été rappelé ensuite qu'en Italie l'ingénieur est autorisé à exercer la presque totalité des activités dans le domaine de l'architecture. Aussi ne paraît-il pas concevable que l'ingénieur italien ne puisse pas être admis au bénéfice de la directive et par là même ne soit pas autorisé à exercer dans les autres États membres les activités qu'il exerce en Italie.

Il a été, en outre, souligné que des ingénieurs d'autres pays, où ils ne sont cependant pas autorisés à exercer des activités en architecture aussi vastes que celles de l'ingénieur italien, pourraient, en Italie, exercer des activités dans ce domaine avec une beaucoup plus grande ampleur.

⁽¹⁾ Voir annexe A.

⁽²⁾ Voir annexe C.

39. Par ailleurs, il a été relevé que la proposition de l'exécutif admettait au bénéfice de la directive des professionnels qui n'ont pas le niveau requis, mais qui subiraient une épreuve sur titres. Cette épreuve sur titres ne peut d'ailleurs être organisée que dans les États membres où la profession d'architecte n'est pas réglementée. Comme elle l'est en Italie, l'ingénieur italien qui a une formation d'un très haut niveau universitaire ne pourrait pas passer cette épreuve et donc en aucune façon être admis au bénéfice de la directive.

Enfin, ceux qui ont soutenu l'amendement cité ci-dessus ont estimé qu'il serait anormal d'adopter une solution qui se limiterait à autoriser les ingénieurs italiens à subir une épreuve sur titres pour être admis au bénéfice de la directive.

Dans ce contexte, il a été rappelé que, comme indiqué ci-dessus, la commission juridique, par la voie d'un amendement, avait déjà admis au bénéfice de la directive des professionnels diplômés d'écoles néerlandaises et allemandes qui n'ont pas le niveau de formation requis et qui, en outre, seraient dispensés de l'épreuve sur titres.

e) *Les conclusions de la commission juridique*

40. Votre commission a examiné cette situation des ingénieurs italiens avec une toute particulière attention en vue de déterminer une solution qui soit à la fois conforme au traité et équitable. Cependant, les divers arguments invoqués pour admettre au bénéfice de la directive les ingénieurs italiens se heurtent à un certain nombre de difficultés que, finalement, votre commission, malgré tout son désir, n'est pas arrivée à surmonter.

41. Il est bien vrai qu'il ne s'agit nullement d'un problème relatif au niveau de formation. Sur ce point, aucune contestation n'a été soulevée. Il est non moins vrai que la directive en cause concerne les activités dans le domaine de l'architecture exercées par un professionnel portant le titre d'architecte. Or, l'ingénieur italien n'est pas dans son propre pays habilité à porter ce titre et il n'est donc guère concevable qu'il puisse exercer des activités de l'architecture dans d'autres pays en portant un titre qu'il n'a pas chez lui.

Par ailleurs, l'ingénieur italien n'est pas autorisé à exercer en Italie toutes les activités dans le domaine de l'architecture ; une partie, en effet, est réservée aux professionnels portant le titre d'architecte. C'est là une raison supplémentaire qui empêche l'ingénieur italien d'être admis au bénéfice de la directive. Comment pourrait-on l'autoriser à exercer des activités en architecture dans un autre État membre alors qu'il n'est pas autorisé à exercer une partie —

si infime soit-elle — de telles activités dans son propre pays ?

42. Finalement, comme l'exécutif l'a démontré, toute le problème se ramène à celui posé par les différences qui existent entre les États membres dans le champ d'application de la profession d'architecte et de la profession d'ingénieur. Il est vrai, pour ne prendre qu'un exemple, que selon la directive « ingénieurs » en voie d'élaboration, l'ingénieur italien pourra exercer en France toutes les activités de l'ingénieur français, mais que celles-ci ne portent pas sur toutes les activités que l'ingénieur italien est autorisé à exercer en Italie dans le domaine de l'architecture.

Le problème étant ainsi posé, fallait-il dès à présent et à travers les directives limitées à une profession libérale harmoniser le champ d'activité de la profession d'architecte ?

43. Devant l'ampleur du problème ainsi posé et qui doit porter sur l'ensemble des professions libérales, votre commission a voulu être prudente et a donc considéré qu'elle ne pouvait, par un amendement, entreprendre l'harmonisation du champ des activités.

Cependant, cet exemple a démontré combien il importe que l'on procède non seulement à la libération du droit d'établissement, et ce selon des règles non discriminatoires du pays d'accueil, mais encore que l'on procède à l'harmonisation des conditions d'exercice des professions dans les six États membres et par là même à l'harmonisation des champs d'activité. C'est pourquoi votre commission, dans sa proposition de résolution, invite-t-elle avec insistance la Commission des Communautés à hâter ses travaux dans ce sens.

44. En conclusion, l'amendement cité sous le paragraphe 37 du présent rapport a été rejeté par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

IV — L'épreuve sur titres

45. La troisième proposition de directive a pour objet l'institution de l'épreuve sur titres. Cette épreuve est présentée par la Commission comme un procédé spécifique en vue de faciliter l'accès aux activités de l'architecte. Cette épreuve ne doit donc pas être considérée comme créant un précédent, en vue de l'étendre nécessairement à toutes les professions libérales.

46. L'épreuve sur titre constitue, aux yeux de l'exécutif, un contrôle de l'expérience acquise et non un examen universitaire. Il doit en résulter, de l'avis de votre commission, que si le jury est composé en majorité de professeurs des écoles en architecture dont les diplômes sont reconnus équivalents, il convient de faire une large place également aux membres d'organisations professionnelles et aux fonctionnaires des

administrations compétentes de l'État membre intéressé. L'exécutif a d'ailleurs déclaré que le texte actuel de la troisième directive ne faisait pas obstacle à la présence, dans le jury, de membres ayant ces qualités.

47. Votre commission s'est également intéressée aux conditions d'admission à l'épreuve sur titres et notamment au fait qu'elles ne permettraient l'établissement dans un autre État membre qu'à un âge assez avancé. Elle a noté à ce sujet avec satisfaction la réponse de l'exécutif selon laquelle les élèves des écoles allemandes d'ingénieurs ne devraient pas attendre bien longtemps pour être bénéficiaires des directives à l'examen. Ces élèves pourront, comme actuellement, entrer dans la profession en république fédérale d'Allemagne dès 24 ans environ (selon les exigences des Länder en matière de stage). Et pour être assimilés, en république fédérale d'Allemagne d'abord et ensuite dans la Communauté, aux universitaires, ils devront attendre 27 ans, ce qui ne constitue qu'un écart d'environ 4 ans avec les universitaires. Ces délais sont sensiblement les mêmes pour les architectes qui ont acquis la formation néerlandaise dite V.B.O. Ils sont d'autant plus courts par rapport à la durée de six ans d'activités exigée pour l'admission à l'épreuve que le temps de stage y est inclus.

V — La situation des architectes salariés

48. L'exercice indépendant des professions libérales était autrefois la règle générale. Le mouvement de concentration des activités et les impératifs de la société économique et sociale ont poussé de plus en plus des professionnels exerçant une profession libérale à passer un contrat de travail avec un employeur. On compte actuellement dans la Communauté que 85 % des architectes et 40 % des médecins sont salariés. Certes, l'exercice de certaines activités de l'architecte est-il réservé parfois à l'indépendant. On peut citer le cas de l'architecte belge qui ne peut signer un plan que s'il n'est pas salarié. Il n'est pas moins vrai que l'extension du bénéfice des directives à l'examen aux architectes salariés pose un problème d'un grand intérêt. On voit mal qu'on puisse créer une discrimination à l'égard de ceux qui sont dans les liens d'un contrat de travail. Il y a lieu de signaler que cette question a été traitée dans le rapport que M. Pêtre a rédigé au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique sur les propositions de l'exécutif concernant la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté ⁽¹⁾. Cette commission déclarait qu'elle « ne pourrait pas concevoir une reconnaissance mutuelle du diplôme d'architecte qui se limiterait expressément à l'exercice de cette profession par des indépendants et exclurait de son

bénéfice les architectes désireux d'exercer leur profession dans les liens d'un contrat de travail ».

49. Votre commission convient volontiers qu'il ne peut être question d'étendre aux salariés le bénéfice de la première directive concernant la libération des activités non salariées de l'architecte. Cette directive est une application des chapitres II et III du titre III, deuxième partie, du traité instituant la C.E.E., chapitres qui ne concernent que les activités non salariées. On sait par ailleurs que l'architecte salarié a droit au bénéfice de la libre circulation des travailleurs.

50. La deuxième directive, concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes, ne fait pas de distinction entre les salariés et les indépendants. La reconnaissance mutuelle des diplômes ne peut dépendre de la situation sociale de celui qui détient le diplôme. Le problème consiste à savoir si le salarié peut en tirer les mêmes effets sur le territoire des autres États membres, comme pourra le faire le non-salarié qui bénéficiera des directives, et s'il aura le droit de faire usage du titre de formation de la même façon que l'indépendant.

Votre commission exprime le vœu que des dispositions similaires soient prises à un même moment tant pour les salariés que pour les non-salariés en vue de leur rendre applicables les effets de la reconnaissance mutuelle.

51. Il reste à déterminer si la troisième directive peut également profiter aux architectes salariés. En d'autres termes, l'architecte salarié désirant s'établir comme salarié ou non-salarié dans un autre État membre et ne disposant que d'un diplôme non universitaire allemand ou néerlandais peut-il participer à l'épreuve sur titres, bien qu'il n'ait exercé pendant une période de 6 ans au moins qu'une activité salariée dans le domaine de l'architecture ?

L'exécutif a fait savoir que la troisième proposition ne faisait pas obstacle à la participation d'un architecte salarié à l'épreuve sur titres, pourvu que cet architecte ait exercé sa profession d'une manière indépendante. Par le terme « indépendant », l'exécutif se réfère non pas au contrat de travail, mais aux aspects techniques de l'activité et au fait que cet architecte exerce lui-même cette activité. Votre commission prend acte de cette réponse.

VI — L'information préalable

52. En cas d'établissement dans un autre État membre, les bénéficiaires de la première proposition de directive doivent s'inscrire à l'organisation professionnelle ou organisme de droit public aux mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations que les nationaux. Lorsque le bénéficiaire ne fournit que des services occasionnels dans un autre État membre et qu'il

(1) Doc. 128/67.

reste établi dans son pays d'origine ou de provenance, il est dispensé de cette inscription. L'État membre où sont fournis ces services occasionnels peut prescrire que les prestataires sont tenus d'en informer préalablement l'autorité compétente qui assure le respect de la discipline professionnelle.

53. Votre commission s'est demandé si la procédure de l'information préalable était suffisante pour effectuer un contrôle adéquat des qualités et des titres de celui qui prêtera occasionnellement ses services, et s'il n'était pas utile d'y substituer un contrôle a priori. Elle a toutefois renoncé à modifier le texte proposé par l'exécutif pour ne pas aggraver les conditions d'exercice imposées aux architectes étrangers. Elle a estimé, en outre, qu'il n'était pas opportun de donner aux organisations professionnelles un moyen d'entraver le jeu de la concurrence par des manœuvres dilatoires. Elle a obtenu, par ailleurs, l'assurance que, par le biais de l'information préalable, l'organisation professionnelle garde la possibilité d'intervenir auprès de l'architecte pour faire respecter les conditions d'exercice de la profession. L'information préalable, en effet, ne dispense nullement le bénéficiaire de répondre aux exigences posées par d'autres articles des propositions de directive, notamment en ce qui concerne la possession d'un diplôme et la morale.

54. Pour bien marquer la portée de cette obligation, votre commission propose de compléter le dernier alinéa de l'article 4 de la façon suivante :

«.....

L'État membre peut toutefois prescrire que, lorsque l'exécution de la prestation entraîne leur séjour temporaire sur son territoire, les prestataires sont tenus d'en informer préalablement l'autorité compétente qui assure le respect de la discipline professionnelle, **laquelle s'impose à ceux-ci.** »

VII — Le stage

55. L'article 3 de la deuxième directive oblige les États membres qui exigent un certificat de stage à accepter comme titre équivalent à cet égard une attestation de l'exercice effectif et licite de ces activités pendant un temps égal à la durée dudit stage, et au maximum de 3 ans, délivrée par une autorité ou organisme compétent de l'État membre d'origine ou de provenance. La rédaction de cet article laisse supposer que les activités d'une durée égale au stage de l'État d'accueil doivent être réalisées dans l'État dont est ressortissant le stagiaire. Le commentaire de l'article 3 n'évoque que l'exercice des activités dans l'État d'origine.

56. Votre commission a estimé qu'il serait bon de permettre aux jeunes qui ont réalisé un cycle d'études universitaires dans un État membre de faire leur stage dans un autre État membre et même de s'y établir s'ils le souhaitent. L'exécutif a fait savoir qu'il entendait donner à l'expression d'« État membre d'origine ou de provenance » une signification assez large pour comprendre tout État membre et donc également l'État d'accueil.

Avis de la commission politique

Rédacteur : M. Emilio Battista

Par lettre du 6 juin 1967, le président en exercice du Conseil de ministres a demandé l'avis du Parlement européen sur trois projets de directives du Conseil concernant :

- a) La réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées dans le secteur de l'architecture ;
- b) La reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées dans le secteur de l'architecture ;
- c) La coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées dans le secteur de l'architecture (doc. 65/67).

Le Parlement a renvoyé l'examen de ces propositions à la commission juridique, compétente au fond, la commission politique étant saisie pour avis. Étant donné que l'examen des problèmes relatifs à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres et à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités liées à des titres d'études relève de la compétence de la commission politique, cette dernière en effet a été désignée, par lettre du président du Parlement européen du 14 juin 1967, commission compétente pour avis.

Au cours de sa réunion du 6 juillet 1967 la commission politique a nommé M. Battista rapporteur pour avis.

Le 8 février 1968, elle a examiné les propositions de directives et adopté le présent avis à l'unanimité.

Étaient présents : MM. Scelba, président, Burger, vice-président, Battista, rédacteur, Achenbach, Aigner (remplaçant M. Illerhaus), Berthoin (suppléant M. Pleven), Dehousse, De Gryse, Dichgans, Dröschner, Fanton (suppléant M. de la Malène), Herr, Moreau de Melen, Moro, Schuijt, Terrenoire, Wohlfart.

1. La commission politique a examiné en particulier les dispositions prévues pour la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres concernant les activités non salariées de l'architecture, mais elle ne devra pas perdre de vue que cette reconnaissance mutuelle est la condition nécessaire à la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services.

En effet, le traité C.E.E. prévoit l'harmonisation des diplômes, certificats et autres titres à une fin bien précise, à savoir : faciliter l'accès aux activités non salariées et l'exercice de celles-ci aux ressortissants des États membres dans tous les pays de la Communauté, sans distinction d'origine nationale. Les diplômes, certificats et autres titres ne sont pas pris en considération pour leur valeur intrinsèque ou académique, mais uniquement en tant qu'éléments nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles. Cet examen n'a donc pas pour objet de comparer la valeur académique des divers titres, diplômes ou certificats, ni la formation culturelle à laquelle ils donnent lieu ; il porte plutôt sur la possibilité d'exercer pratiquement dans tout État membre de la Communauté une certaine activité professionnelle liée ou non à la possession d'un titre d'études, d'un diplôme ou d'un certificat.

Cette distinction est nécessaire car, pour atteindre l'objectif prévu par les traités (droit de libre établissement et libre prestation des services), il n'est pas absolument nécessaire de comparer les programmes d'études et les systèmes d'enseignement,

mais plutôt les dispositions régissant l'exercice d'une activité professionnelle déterminée. Ce n'est que dans la mesure où ces dispositions imposent la possession de titres, diplômes ou certificats qu'une harmonisation et donc la reconnaissance mutuelle sont nécessaires.

2. Cette interprétation des dispositions du traité C.E.E., juridiquement et formellement exacte, est peut-être aussi, au stade actuel de l'intégration européenne, la plus réaliste. On peut toutefois se demander si elle n'est pas contestable sur le plan politique général. Il ne peut faire de doute, en effet, que l'objectif à plus long terme est d'établir des programmes d'étude, des méthodes d'enseignement et, par conséquent, des certificats et diplômes de « type européen », auxquels les législations nationales devraient se conformer, fût-ce après une période transitoire plus ou moins longue. Tel est le vrai sens de l'intégration européenne : parvenir à un dénominateur commun, nouveau et moderne, qui tire sa raison d'être des expériences des différents États, mais qui en même temps les transcende non par de savants dosages d'équivalence (qui exigent de difficiles tractations de « donnant, donnant »), mais dans un esprit de renouveau, en vue d'un idéal correspondant mieux aux exigences de notre temps.

3. En présentant les propositions de directive en examen, la Commission des Communautés a clairement choisi la voie du pragmatisme et, en même

temps, l'interprétation la plus restrictive des dispositions des traités.

Il ne s'agit pas d'ailleurs de « professions » mais d'« activités », et cela confirme bien que l'objectif des directives est d'assurer des conditions d'égalité à tous les ressortissants des six États membres dans l'exercice de leurs activités professionnelles d'architecte, quel que soit l'État membre de la Communauté dans lequel ils ont l'intention de les exercer.

4. Il convient de considérer les choses d'un point de vue général. Les programmes généraux de suppression des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services ont été adoptés par le Conseil de ministres le 18 décembre 1961 et ils prévoyaient la suppression des restrictions discriminatoires avant la fin de la deuxième étape. Cette échéance n'a pas été respectée, et les directives concernant les « architectes » sont le premier cas d'application de ces programmes généraux.

La commission politique se doit de mettre l'accent sur ce retard et, en même temps, d'attirer l'attention sur l'importance particulière des directives concernant les « architectes », qui font aujourd'hui l'objet d'un examen par le Parlement et qui pourront constituer un précédent pour les dispositions ultérieures que l'on devra arrêter pour les autres activités professionnelles non salariées.

5. Les directives à l'étude ne concernent pas toutes les activités pouvant être exercées avec la qualification d'architecte. En sont exclues les activités de recherche, de création, de consultation et d'application dans le secteur technique, les activités « d'architecte-paysagiste », d'architecte d'intérieur ou « décorateur », d'urbaniste non architecte ou d'ingénieur non habilité à faire usage des titres d'architecte, et qui exercent une activité dans le secteur de l'architecture. Sont également exclues les activités de sociétés de construction.

A ce sujet, une première question importante se pose. Convient-il de prendre des dispositions concernant seulement une partie des activités professionnelles pouvant être rangées sous la dénomination d'« activités non salariées de l'architecte » ? Si, en effet, les directives ont pour objet « l'activité » de l'architecte plutôt que la notion de « profession » — comme l'affirme la Commission des Communautés elle-même — on ne voit pas pour quels motifs les activités de l'architecte exercées, par exemple, par un ingénieur ne devraient pas *simultanément* être prises en considération.

De l'avis de la commission politique, il aurait été plus opportun de prévoir un train entier de directives pour toutes les activités liées d'une façon ou de l'autre à la fonction d'architecte. Cela aurait permis un examen global des diverses dispositions relatives à ce secteur et ne risquerait pas d'engendrer des distorsions ou des lacunes.

6. L'examen des dispositions prévues par la Commission des Communautés pour la reconnaissance mutuelle des diplômes et des titres concernant les activités d'architecte amène à réfléchir à certains problèmes.

Il faut tout d'abord examiner la position particulière des ingénieurs italiens qui, tous, bien que ne possédant pas le diplôme d'architecte, peuvent légalement exercer dans leur pays les activités d'architecte. La proposition de directive de la Commission des Communautés n'est pas claire à cet

égard et elle semble même exclure que les ingénieurs italiens puissent exercer dans les autres pays de la Communauté les activités d'architecte, alors qu'ils les exercent légitimement en Italie. Cette interprétation est fondée sur le « cinquième considérant » de la première proposition de directive selon laquelle « les activités (d'architecte) qui peuvent aussi être exercées légalement par un ingénieur ne sont couvertes par la présente directive que dans la mesure où celui qui les exerce est en droit de porter le titre légal d'architecte ». Or, en Italie, la situation est telle qu'un ingénieur, sans avoir le droit explicite de porter le titre d'architecte, peut néanmoins en exercer les activités, car ses études universitaires d'ingénieur le lui permettent (art. 52 du décret royal du 23 octobre 1925). Si l'on suivait la disposition de la Commission, ces ingénieurs ne pourraient exercer l'activité d'architecte qu'en Italie.

Aux termes des dispositions de la troisième proposition de directive (article 2), les ingénieurs italiens devraient produire un certificat les habilitant à l'exercice indépendant de la profession d'architecte et délivré par le jury d'examen d'État. Ils devraient donc, contrairement à ce qui s'est fait jusqu'à maintenant en Italie, se soumettre à un nouvel examen pour pouvoir exercer dans les autres pays de la Communauté les activités d'architecte.

7. D'autres problèmes se posent en ce qui concerne les élèves diplômés des écoles techniques néerlandaises (V.B.O.) et les ressortissants allemands diplômés des « Ingenieurschulen », lesquels ne peuvent être considérés comme possesseurs d'un titre universitaire et qui, suivant les propositions de la Commission des Communautés, devraient, après avoir achevé leurs études, avoir exercé pendant au moins six ans encore l'activité d'architecte pour participer à un examen sur titres et obtenir ainsi la reconnaissance de la légitimité de l'exercice de cette activité dans les autres pays de la Communauté.

8. On estime qu'il n'y a pas lieu de prétendre innover d'une manière aussi sensible sur les coutumes des différents États membres et, surtout, qu'il ne faut pas méconnaître dans le cadre communautaire des droits déjà acquis en vertu des législations nationales.

Dans cet ordre d'idées, tout en laissant à la commission juridique, compétente au fond, la tâche de présenter des propositions concrètes en la matière, la commission politique insiste pour que d'opportunes modifications à la directive apportent une solution satisfaisante aux cas d'espèce mentionnés aux paragraphes 7 et 8.

9. La commission a voulu enfin souligner que si la proposition de directive peut constituer un premier pas positif vers la mise en œuvre de la liberté d'établissement pour la profession d'architecte, l'exécutif devra s'attacher désormais à promouvoir l'harmonisation des législations des États membres en matière d'enseignement en vue de parvenir à la reconnaissance mutuelle des diplômes. Cette harmonisation devra naturellement tendre à élever le niveau de qualification technique de celui qui se destine à l'exercice de la profession d'architecte dans la Communauté ; cette élévation apportera une contribution notable au progrès scientifique et technique de l'Europe, qui demeure un des objectifs fondamentaux de notre temps, intimement lié à l'œuvre d'unification européenne.

Note établie par la Commission des Communautés
concernant les principales conditions d'accès aux activités de l'architecte
et leur exercice

I - Organisations professionnelles de droit public

| | |
|--|---|
| <i>France</i> | Ordre de droit public (institué par l'article 1 de la loi du 31 décembre 1940) (<i>J. O.</i> du 26 janvier 1941) |
| <i>Italie</i> | Ordre de droit public (institué par l'article 2 de la loi du 24 juin 1923, n° 1395) (<i>G. U.</i> n° 167 du 17 juillet 1923) |
| <i>Belgique</i> | Ordre de droit public (institué par la loi du 26 juin 1963) (<i>Moniteur belge</i> du 5 juillet 1963) |
| <i>Luxembourg</i> | Pas d'Ordre de droit public, mais plusieurs organisations de droit privé |
| <i>Pays-Bas</i> | Pas d'Ordre de droit public, mais plusieurs organisations de droit privé |
| <i>République fédérale d'Allemagne</i> | Ordre de droit public seulement dans les Länder de Bade-Wurtemberg (loi du 5 décembre 1955, <i>GVBl.</i> 1955, n° 26), Rhénanie-Palatinat (loi du 6 juillet 1950, <i>GVBl.</i> , n° 34 du 10 juillet 1956) Schleswig-Holstein (loi du 16 juillet 1964, <i>GVBl.</i> , n° 19 du 7 août 1964), Hambourg (loi du 26 novembre 1965, <i>GVBl.</i> , n° 56 du 2 décembre 1965), Sarre (loi du 4 juillet 1947) <i>N. B.</i> En Bavière, il n'existe pas d'Ordre de droit public. Toutefois, la loi du 23 janvier 1954 (<i>GVBl.</i> , n° 2 du 26 janvier 1954) sur les architectes a institué un registre des architectes dans lequel l'inscription est obligatoire pour pouvoir porter le titre d'architecte. |

II - Réglementation de l'activité

| | |
|--|---|
| <i>France</i> | Nul ne peut exercer la profession d'architecte s'il ne remplit les conditions suivantes : 1° être de nationalité française ; 2° jouir de ses droits civils ; 3° être titulaire du diplôme dont les modalités d'attribution seront établies par un arrêté ministériel ; 4° être admis à faire partie de l'Ordre des architectes par le Conseil de l'Ordre chargé d'examiner si les trois premières conditions sont remplies et si l'intéressé présente les garanties de moralité nécessaires. (Loi du 31 décembre 1940 - <i>J. O.</i> du 26 janvier 1941) |
| <i>Italie</i> | Les architectes ne peuvent exercer la profession s'ils ne sont pas inscrits à l'Ordre (article 4 de l'arrêté royal du 23 octobre 1925, n° 2537 — <i>G. U.</i> du 15 février 1926). Toutefois, il convient de préciser que la compétence en matière de travaux en béton armé, dont la stabilité peut avoir une influence sur la santé physique, appartient exclusivement aux architectes (en commun avec les ingénieurs) conformément au décret du 16 novembre 1939). En outre, les services publics doivent, conformément à l'article 4 de la loi du 24 juin 1923, n° 1395 (<i>G. U.</i> n° 167 du 17 juillet 1923) faire appel à un architecte inscrit au registre de l'Ordre des architectes, lorsqu'ils utilisent les services d'un architecte indépendant. |
| <i>Belgique</i> | ¹ Nul ne peut exercer la profession d'architecte s'il ne possède un diplôme établissant qu'il a subi avec succès les épreuves requises pour l'obtention de ce diplôme (loi du 20 février 1939 ; arrêtés royaux du 15 mars 1939 et du 22 mars 1939 ; <i>Moniteur belge</i> du 25 mars 1939). |
| <i>Luxembourg</i> | Nul ne pourra, à titre principal ou accessoire, exercer la profession d'architecte s'il n'est en possession d'une autorisation écrite du ministère des affaires économiques (articles 1 de la loi du 2 juin 1962 ; <i>Mémorial A</i> , n° 31 du 19 juin 1962). |
| <i>Pays-Bas</i>] | Pas de réglementation. ¹ |
| <i>République fédérale d'Allemagne</i> | L'exercice de la profession, sauf en Sarre, n'est pas réglementé par la loi. En Sarre, les demandes de construction doivent être rejetées en vertu de l'article 42 de la loi du 19 juillet 1955, lorsque les projets ne sont pas établis par un membre de la Chambre des architectes, ou spécialement autorisés par celle-ci. |

III - Réglementation du titre professionnel

| | |
|--|---|
| <i>France</i> | Nul ne peut porter le titre d'architecte s'il ne remplit les conditions suivantes : 1° être de nationalité française ; 2° jouir de ses droits civils ; 3° être titulaire du diplôme dont les modalités d'attribution seront établies par un arrêté ministériel ; 4° être admis à faire partie de l'Ordre des architectes par le Conseil de l'Ordre chargé d'examiner si les trois premières conditions sont remplies et si l'intéressé présente les garanties de moralité nécessaires. (Loi du 31 décembre 1940 — <i>J. O.</i> du 26 janvier 1941). |
| <i>Italie</i> | Conformément à l'article 1 de la loi du 24 juin 1923, n° 1395 (<i>G. U.</i> n° 167 du 17 juillet 1923), nul ne peut porter le titre d'architecte s'il n'est titulaire du diplôme délivré par l'un des établissements d'enseignement supérieur désignés à cette fin par la loi. |
| <i>Belgique</i> | Nul ne peut porter le titre d'architecte s'il ne possède un diplôme établissant qu'il a subi avec succès les épreuves requises pour l'obtention de ce diplôme (loi du 20 février 1939, arrêtés royaux du 15 mars 1939 et du 22 mars 1939 ; <i>Moniteur belge</i> du 25 mars 1939). |
| <i>Luxembourg</i> | A l'exception des personnes qui n'ont au Grand-Duché ni domicile, ni résidence fixe, nul ne peut porter publiquement le titre d'architecte : a) s'il n'en a obtenu le diplôme conformément aux lois et règlements du pays où le grade d'enseignement supérieur a été conféré ; b) si son diplôme, suivi du nom de l'école ou de l'institution qui l'a délivré, ainsi que l'appellation entière du titre conféré, n'ont pas été inscrits au registre des diplômes déposé au ministère de l'éducation nationale. (Article 1 de la loi du 17 juin 1963 ; <i>Mémorial A</i> , n° 30 du 4 juillet 1963) |
| <i>Pays-Bas</i> | Il n'existe pas de protection légale du titre d'architecte. |
| <i>République fédérale d'Allemagne</i> | Le port du titre n'est réglementé que dans les Länder de Bade-Wurtemberg (loi du 5 décembre 1955 — <i>GVBl.</i> 1955, n° 26), Rhénanie-Palatinat (loi du 6 juillet 1956, <i>GVBl.</i> , n° 34 du 10 juillet 1956), Schleswig-Holstein (loi du 16 juillet 1964, <i>GVBl.</i> , n° 19 du 7 août 1964), Hambourg (loi du 26 novembre 1965, <i>GVBl.</i> , n° 56 du 2 décembre 1965), Sarre (loi du 4 juillet 1947), Bavière (loi du 23 janvier 1954, <i>GVBl.</i> , n° 2 du 26 janvier 1954). |

IV - Réglementation du titre de formation

Les différents établissements de formation d'architecte des États membres, réglementés ou contrôlés par l'État, délivrent un titre de formation dont le port est réservé à ceux qui ont suivi avec succès cette formation.

V - Formation de l'architecte

A - Formation visée à l'article 2 de la proposition de directive « Reconnaissance mutuelle des diplômes »

| | Durée | Conditions d'admission |
|---|-------|--|
| <i>Belgique</i> | | |
| Les établissements d'enseignement repris à l'article 2 de la directive « Reconnaissance mutuelle des diplômes » | 5 ans | Examen préparatoire (niveau du diplôme de fin d'études des humanités scientifiques) |
| <i>Allemagne</i> | | |
| — Les universités techniques | 4 ans | Baccalauréat + 3 mois de pratique |
| — Les écoles supérieures des beaux-arts de : | | |
| Berlin | 5 ans | Les conditions d'admission varient selon la durée des études. Il s'agit de l'examen préliminaire passé avec succès dans une université technique (2 années d'études), ou d'études sanctionnées par un diplôme d'une école d'ingénieurs (3 années d'études) |
| Düsseldorf | 3 ans | |
| Francfort | 3 ans | |
| Hambourg | 4 ans | |
| Kassel | 3 ans | |
| Munich | 4 ans | |
| Nuremberg | 3 ans | |

| | Durée | Conditions d'admission |
|--|-----------------|--|
| <i>France</i> | | |
| — École spéciale d'architecture | 4 ans | a) Baccalauréat b) Examen de culture générale |
| — Écoles nationales d'architecture | 5 ans | a) Baccalauréat b) Concours |
| <i>Italie</i> | | |
| — Les établissements d'enseignement repris à l'article 2 de la directive « Reconnaissance mutuelle des diplômes » | 5 ans | Baccalauréat |
| <i>Pays-Bas</i> | | |
| — Université technique de Delft | 5 ans | Baccalauréat |
| — Anciennes écoles d'enseignement supérieur en architecture (H.B.O.) (Amsterdam et Tilburg) | | L'admission aux cours supérieurs en architecture (H.B.O.) (2 ans part-time) était subordonnée à la possession du diplôme VBO (cours de perfectionnement en architecture de 4 années part-time), précédé du diplôme d'une école supérieure technique (H.T.S.), section « architecture » (4 ans) et d'un stage obligatoire de 2 ans auprès d'un architecte |
| — Établissements reconnus par l'État pour la formation d'architecte (Amsterdam, Tilburg, Groningue, Rotterdam, Arnhem et Maastricht) | 6 ans part-time | Diplôme d'une école supérieure technique (H.T.S.), section « architecture » (4 ans) |

B - Formation visée à l'article 2, paragraphe 3, premier tiret, de la proposition de directive « Coordination »

| | | |
|--|-------|---|
| <i>France</i> | | |
| — | — | — |
| <i>Italie</i> | | |
| — | — | — |
| <i>Belgique</i> | | |
| — | — | — |
| <i>Luxembourg</i> | | |
| — | — | — |
| <i>Pays-Bas</i> | | |
| Écoles supérieures techniques (H.T.S.), section « architecture » | 4 ans | Baccalauréat ou examen d'entrée de niveau équivalent |
| <i>République fédérale d'Allemagne</i> | | |
| Écoles d'ingénieurs (Ingenieurschulen) | 3 ans | « Mittlere Reife » (4 années d'études secondaires) et 3 années de pratique se terminant par un examen spécial (Gesellenprüfung) |

Note établie par la Commission des Communautés

Articles 51 et 52 de la loi italienne n° 2537 du 23 octobre 1925

I — Formation de l'architecte et formation de l'ingénieur

Lors des travaux préparatoires à l'élaboration des propositions de directives « architectes », les experts italiens ont souligné à plusieurs reprises l'importance qu'ils attachent à la situation de l'ingénieur civil des bâtiments en rapport avec les activités de l'architecte. A leur avis, ces activités d'ingénieur devraient être incluses dans la directive « architectes ».

Les experts des autres délégations préféraient ne viser, dans la directive « architectes », que les activités de l'architecte proprement dites, c'est-à-dire celles exercées sous le titre d'architecte, et renvoyer les autres activités du domaine de l'architecture à la directive « ingénieurs ».

Cette situation a déjà été exposée à la commission juridique lors de la réunion du 11 septembre 1967 (voir annexe III au procès-verbal de cette réunion - document P.E. 18.211).

Une comparaison des différentes formations dans les États membres fait apparaître ⁽¹⁾ qu'il existe une différence, en ce qui concerne l'aspect artistique et spécifiquement architectural, entre l'« ingegneria civile » italien et les formations des autres États membres qui sont reprises à l'article 2 de la deuxième proposition de directive.

II — La situation juridique en Italie

En ce qui concerne la situation juridique des ingénieurs civils en Italie par rapport à celle des architectes, il faut rappeler en premier lieu qu'à l'origine les deux professions, bien que distinctes du point de vue des titres universitaire et professionnel, étaient inscrites au même tableau et appartenaient aux mêmes organismes professionnels, ceci en vertu de la loi n° 1395 du 24 juin 1923 et du décret royal n° 2537 du 23 octobre 1925. Ensuite, le décret royal n° 2145 du 27 octobre 1927 établit la séparation entre l'Ordre des ingénieurs et celui des architectes. La délimitation des deux professions est notamment précisée aux articles 51 et 52 de la loi n° 2537 du 23 octobre 1925 ⁽²⁾.

Ces dispositions délimitent les deux professions d'ingénieur et d'architecte, mais ne précisent pas

encore dans quelle mesure la réglementation en vigueur en Italie donne droit à ceux qui possèdent le diplôme d'« ingegneria civile » d'exercer les activités de l'architecte. En Italie, le diplôme ne donne le droit d'exercer la profession à titre indépendant qu'à la condition d'avoir réussi l'examen d'État habilitant à l'exercice professionnel. Le décret royal du 31 août 1933, n° 1952, détermine dans son article 173 les professions pour l'exercice desquelles il faut réussir l'examen d'État, ainsi que les « laurea » ou diplômes requis pour y être admis. Pour la profession d'architecte, les diplômes demandés pour l'admission à l'examen d'État sont :

- « laurea in architettura » (diplôme en architecture) ou
- « laurea in ingegneria civile » (diplôme d'ingénieur civil).

Les études pour la « laurea in ingegneria civile » sont subdivisées en trois sections :

- « edile » (des bâtiments),
- « idraulica » (hydraulique),
- « trasporti » (des transports).

Le règlement des examens d'État pour l'habilitation à l'exercice des professions précise dans son article 28 concernant le rapport entre l'architecte et l'« ingegneria civile » ce qui suit :

- a) Les examens d'habilitation à l'exercice de la profession d'architecte, pour les candidats en possession de la « laurea » en architecture, consistent en une épreuve improvisée graphique et en une épreuve orale. L'épreuve graphique consiste en l'exécution d'un thème ou projet élémentaire d'architecture au choix du candidat parmi les deux ou trois proposés par la Commission.

L'épreuve orale consiste en une discussion sur l'élaboration de l'épreuve graphique.

- b) Les candidats qui ont la « laurea in ingegneria civile » doivent subir en outre trois autres épreuves, deux graphiques et une orale, c'est-à-dire :

- une épreuve graphique sur un thème de composition architecturale, de caractère principalement décoratif ;
- une épreuve graphique consistant en l'explication historique d'un monument italien sur base de maquette et photo fournies par la Commission ;
- une épreuve orale de culture générale architecturale et urbanistique.

De la situation juridique ci-dessus, il résulte que l'ingénieur civil (de construction) en Italie :

⁽¹⁾ Voir les programmes d'études reproduits en annexe comme suit :

Annexe I A : « laurea in ingegneria civile », sections « bâtiments », « hydraulique » et « transports », à l'École polytechnique de Milan ;

Annexe I B : « laurea in architettura » à l'École polytechnique de Milan ;

Annexe II : l'ingénieur civil, sections « construction » et « architecture », à l'université de Louvain ;

Annexe III : l'ingénieur de construction à l'université technique d'Aix-la-Chapelle ;

Annexe IV : l'ingénieur de construction à l'École polytechnique de Delft.

⁽²⁾ Voir annexe V au présent document.

- ne peut pas être inscrit à l'Ordre des architectes ;
- ne peut pas porter le titre d'architecte ;
- a une autre formation que l'architecte, notamment sur le plan des beaux-arts ;
- n'a pas le même champ d'activité que l'architecte ;
- doit subir, pour la réussite de l'examen d'État « architecte », trois épreuves complémentaires qui ne sont pas exigées des architectes.

III — Propositions de solution

Dans la proposition de directive, il est prévu que l'ingénieur italien qui veut être bénéficiaire de la directive « architecte » doit passer l'examen d'État d'architecte (directive « Reconnaissance mutuelle des diplômes », article 2).

L'ingénieur italien qui veut exercer dans les autres États membres des activités dans le domaine de l'architecture sans porter le titre d'architecte le pourra par la mise en œuvre de la directive « ingénieurs ».

ANNEXE I A

POLYTECHNIQUE DE MILAN (Italie)

Programmes des études pour les cours de « laurea in ingegneria civile » dans les sections bâtiment (edile), hydraulique (idraulica) et transports (trasporti)

| | Nombre d'heures par semaine | |
|--|-----------------------------|--------------------------------|
| | Cours | Exercices et travaux pratiques |
| <i>Études propédeutiques</i> | | |
| <i>1^{re} année</i> | | |
| 1. Analyse mathématique I | 4 | 4 |
| 2. Géométrie | 4 | 4 |
| 3. Physique | 3 | 2 |
| 4. Chimie | 3 | 1 |
| 5. Dessin | 2 | 4 |
| <i>2^e année</i> | | |
| 1. Analyse mathématique II | 3 | 4 |
| 2. Mécanique rationnelle | 4 | 4 |
| 3. Physique II | 3 | 3 |
| 4. Dessin II (civil) (éléments de construction) | 2 | 7 |
| 5. Technologie des matériaux et chimie appliquée | 1 + 2 | |
| 6. Lithologie et géologie | 2 | 24 au total |
| <i>Études d'application</i> | | |
| <i>3^e année</i> | | |
| 1. Sciences des constructions | 3 | 4 |
| 2. Mécanique appliquée aux machines et machines | 3 | 4 |
| 3. Physique technique | 3 | 4 |
| 4. Topographie | 3 | 3 |
| 5. Architecture technique I | 2 | 5 |
| 6. Électrotechnique | 3 | 2 |
| 7. Chimie appliquée (semestrielle) | 2 | |
| <i>4^e année</i> | | |
| 1. Topographie | 3 | 3 |
| 2. Technique des constructions I | 4 | 7 |
| 3. Hydraulique | 3 | 4 |
| 4. Architecture technique II | 2 | 5 1/2 |
| 5. Cadastre (« estime ») | 2 | 2 |
| 6. Machines (semestrielle) | 32 au total | |
| <i>Facultatif</i> | | |
| Science des constructions | 2 | |
| <i>Pour la section « edile » (bâtiment)</i> | | |
| 7. Installations techniques dans les bâtiments (« edilizia ») | 2 | 2 |
| 8. Un enseignement au choix parmi : | | |
| — chantiers (organisation et technique de l'édification de bâtiments (« edilizia »)) | 2 | 3 |
| — matières juridiques | 2 | |
| — hygiène appliquée au bâtiment et « ingegneria » sanitaire | 2 | 1 |
| — compléments de physique technique | 3 au total | |

| | Nombre d'heures par semaine | |
|--|-----------------------------|--------------------------------|
| | Cours | Exercices et travaux pratiques |
| <i>Pour la section « idraulica » (hydraulique)</i> | | |
| 7. Géologie appliquée | 3 | 2 |
| 8. Un enseignement au choix parmi : | | |
| — matières juridiques | 2 | |
| — hygiène appliquée au bâtiment et « ingegneria » sanitaire | 2 | 1 |
| <i>Pour la section « trasporti » (transports)</i> | | |
| 7. Géologie appliquée | 3 | 2 |
| 8. Un enseignement au choix parmi : | | |
| — chantiers (organisation et technique de l'édification de bâtiments (« edilizia »)) | 2 | 3 |
| — matières juridiques | 2 | |
| — compléments de physique technique | 3 au total | |
| <i>5^e année</i> | | |
| 1. Constructions des chaussées et voies ferrées | 4 | 4 |
| 2. Constructions des ponts (technique des constructions II) | 3 | 4 |
| 3. Constructions hydrauliques | 3 | 4 |
| 4. Cadastre (cadastre civil et rural) | 2 | 2 |
| <i>Pour la section « edile » (bâtiment)</i> | | |
| 5. Architecture et composition architecturale II | 6 y compris les exercices | |
| 6. Technique de l'urbanisme | 2 | 3 1/2 |
| <i>Pour la section « idraulica » (hydraulique)</i> | | |
| 5. Installations spéciales hydrauliques | 3 | 4 |
| 6. Technique de l'urbanisme | 2 | 3 1/2 |
| <i>Pour la section « trasporti » (transports)</i> | | |
| 5. Technique et économie des transports | 3 | 2 |
| 6. Technique de l'urbanisme | 2 | 3 1/2 |
| ou traction électrique | 3 | 3 |

ANNEXE I B

POLYTECHNIQUE DE MILAN (Italie)

Programmes d'études (cours de « laurea » en architecture)

| | Nombre d'heures par semaine | |
|--|-----------------------------|--------------------------------|
| | Cours | Exercices et travaux pratiques |
| <i>Études propédeutiques</i> | | |
| <i>1^{re} année</i> | | |
| 1. Dessin d'après nature I (« dal vero ») | 6 au total | |
| 2. Éléments d'architecture et relief des monuments I | 7 au total | |
| 3. Analyse mathématique et géométrie analytique I | 3 | 2 |
| 4. Géométrie descriptive et éléments de projection | 3 | 3 |
| 5. Éléments des constructions I | 3 | 5 |
| 6. Histoire de l'art et histoire et style de l'architecture I | 2 | 2 |
| 7. Chimie générale et appliquée | 2 | |
| 8. Un enseignement complémentaire au choix | | |
| <i>2^e année</i> | | |
| 1. Éléments d'architecture et relief des monuments II | 7 au total | |
| 2. Analyse mathématique et géométrie analytique II | 2 | 2 |
| 3. Application de géométrie descriptive | 1 | 4 |
| 4. Éléments des constructions II | 2 | 4 |
| 5. Dessin d'après nature II | 7 au total | |
| 6. Histoire de l'art et histoire et style de l'architecture II | 4 au total | |
| 7. Minéralogie et géologie | 2 | |
| 8. Physique | 3 | 1 |
| 9. Un enseignement complémentaire au choix | | |

| | Nombre d'heures par semaine | |
|--|-----------------------------|--------------------------------|
| | Cours | Exercices et travaux pratiques |
| <i>Enseignements complémentaires</i> | | |
| 1. Littérature italienne | 2 | 2 |
| 2. Plastique ornementale | 5 au total | |
| 3. Langue anglaise I | 2 | |
| 4. Langue allemande I | 2 | |
| 5. Langue anglaise II | 2 | |
| 6. Langue allemande II | 2 | |
| <i>Études d'application</i> | | |
| <i>3^e année</i> | | |
| 1. Eléments de composition | 11 au total | |
| 2. Caractères distributifs des édifices | 3 | 6 |
| 3. Caractères stylistiques et constructifs des monuments | 3 au total | |
| 4. Physique technique | 3 | 1 |
| 5. Mécanique rationnelle et statique graphique | 3 | 3 |
| 6. Un enseignement complémentaire au choix | | |
| <i>4^e année</i> | | |
| 1. Composition architecturale I | 5 | 6 |
| 2. Architecture des intérieurs, installations et décoration I | 5 au total | |
| 3. Urbanisme I | 2 | 3 |
| 4. Science des constructions I | 6 au total | |
| 5. Installations techniques | 4 au total | |
| 6. Topographie et constructions des chaussées | 3 | 3 |
| 7. Un enseignement complémentaire au choix | | |
| <i>5^e année</i> | | |
| 1. Composition architecturale II | non précisé | |
| 2. Architecture des intérieurs, installations et décoration II | 5 au total | |
| 3. Urbanisme II | 2 | 8 |
| 4. Restauration des monuments | 3 au total | |
| 5. Science des constructions II | 6 au total | |
| 6. Cadastre et exercice professionnel | 2 | 2 |
| 7. Technologie des matériaux et technique des constructions | 1 | 3 |
| 8. Hygiène du bâtiment | 2 | 1 |
| <i>Enseignements complémentaires</i> | | |
| 1. Art des jardins | 3 au total | |
| 2. Art du décor | 3 au total | |
| 3. Matières juridiques | 2 | |
| 4. Compléments d'urbanisme | 3 au total | |
| 5. Unification du bâtiment (« edilizia ») et préfabrication | 3 au total | |

ANNEXE II

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN (Belgique) FACULTÉ DES SCIENCES APPLIQUÉES

Examen de candidat ingénieur civil

Les étudiants qui s'orientent vers la discipline d'ingénieur civil-architecte suivent une préparation adaptée à cette spécialité dès la première candidature. Il leur est loisible de changer d'orientation en première année d'ingénieur civil à condition de passer un examen complémentaire sur la cristallographie. L'accès aux études d'ingénieur civil-architecte reste possible en première année d'ingénieur civil.

| | 1 ^{er} semestre Heures par semaine | 2 ^e semestre Heures par semaine |
|---|--|---|
| <i>Première épreuve</i> | | |
| 1. Philosophie | 2 | |
| 2. Géométrie analytique : a) Partie algébrique b) Partie infinitésimale | 2 | 2 |
| 3. Géométrie descriptive | 2 | |
| 4. Algèbre supérieure | 2 | |
| 5. Calcul différentiel, calcul intégral (1 ^{re} partie : jusqu'aux intégrales multiples exclusivement) | 3 | |
| 6. Mécanique analytique | 1/2 | 1/2 |
| 7. Physique générale (1 ^{re} partie) | | 4 1/2 |
| 8. Chimie générale (1 ^{re} partie) | 2 1/2 | 2 |
| 9. Exercices de mathématiques : a) Géométrie analytique b) Algèbre supérieure c) Calcul différentiel et calcul intégral d) Mécanique analytique | 1 1/2 1/2 2 | 1 1/2 2 |
| 10. Répétitions de physique | | 1 |
| 11. Exercice pratique de physique | pas fixé | |
| 12. Exercice pratique de chimie | 3 | |
| 13. Travaux graphiques relatifs à la géométrie descriptive et dessin à main libre | 4 1/2 | 4 1/2 |
| 14. Pratique du calcul numérique | 1 | |
| 15. Notions d'histoire de l'art et d'archéologie | 1 | 1 |

N. B. : a) Les exercices (sauf ceux de mécanique), les travaux pratiques et le dessin à main libre se terminent le 30 avril.

b) Les étudiants qui se destinent dès la première année aux études d'ingénieur civil-architecte suivront l'équivalent des travaux n° 13 à la section d'architecture (5 1/2 heures par année). En outre, ils suivront le cours n° 15 ; l'examen sur cette matière est reporté à la première épreuve de l'examen d'ingénieur civil.

| | | |
|---|-----------------|--------|
| <i>Deuxième épreuve</i> | | |
| 1. Géométrie descriptive appliquée | 2 | |
| 2. Calcul intégral (2 ^e partie), éléments du calcul des variations et calcul des différences | 3 | |
| 3. Mécanique analytique (systèmes matériels) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 4. Graphostatique | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 5. Éléments d'astronomie et de géodésie | 1 | 1 |
| 6. Physique générale (2 ^e partie) | 4 1/2 | |
| 7. Éléments de physique théorique et mathématique | | 2 |
| 8. Chimie générale (2 ^e partie) | 2 | 1 1/2 |
| 9. Éléments de chimie physique | 1 | 1 |
| 10. Éléments du calcul des probabilités et analyse statistique, y compris la théorie des erreurs d'observation | | 2 |
| 11. a) Cristallographie (uniquement pour les étudiants qui se destinent aux études d'ingénieur civil des constructions) b) Introduction à la cristallographie (uniquement pour les étudiants qui se destinent aux études d'ingénieur civil-architecte) | 2 4 au total | |
| 12. Architecture civile (éléments) (facultatif) (uniquement pour les étudiants qui se destinent aux études d'ingénieur civil-architecte) | 1 | 1 |
| 13. Exercices de mathématiques : a) Calcul intégral, calcul des variations et calcul des différences b) Mécanique analytique | 1 1 | 1 1 |
| 14. Répétitions de physique | 1 | |
| 15. Travaux graphiques relatifs à la géométrie descriptive appliquée et à la graphostatique et dessin à main libre | 5 1/2 | 5 1/2 |
| 16. Pratique du calcul numérique | 1 | |
| 17. Exercices pratiques de physique | 2 | 2 |
| 18. Exercices pratiques de chimie | | 3 |

N. B. : a) Les exercices et les travaux pratiques et graphiques se terminent le 30 avril.

b) Les étudiants qui se destinent dès la 2^e année aux études d'ingénieur civil-architecte suivront l'équivalent du cours n° 15 à la section d'architecture (6 heures par année).

**Examen d'ingénieur civil : a) des constructions
b) architecte**

| | 1 ^{er} semestre Heures par semaine | 2 ^e semestre Heures par semaine |
|---|--|---|
| <i>Première épreuve</i> | | |
| <i>I - Cours communs</i> | | |
| 1. Élasticité | 1 | 1 |
| 2. Résistance des matériaux, stabilité des constructions (1 ^{re} partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 3. Hydraulique | 1 1/2 | |
| 4. Cinématique et dynamique des machines | 1 | 1 1/2 |
| 5. Électricité et ses applications industrielles (théories générales et éléments d'électronique — pas pour le groupe architecte) | 2 | |
| 6. Technologie (partie relative aux constructions mécaniques) | 1 | |
| 7. Description et construction des machines (1 ^{re} partie — pas pour le groupe architecte) | 2 | 1 |
| 8. Éléments de topographie | 1 1/2 | |
| 9. Métallographie | 1 1/2 | |
| 10. Éléments de préparation mécanique des minerais et des charbons (pas pour le groupe architecte) | | 1 |
| 11. Chimie industrielle (1 ^{re} partie : Principes) | | 1 |
| <i>II - Cours spéciaux :</i> | | |
| <i>a) des constructions</i> | | |
| 1. Thermodynamique, emploi des combustibles et technique de la chaleur | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 2. Construction du génie civil (1 ^{re} partie) | 1 | 2 1/2 |
| 3. Compléments d'hydraulique | | 1 1/2 |
| 4. Procédés généraux de construction (mécanique des sols, 1 ^{re} partie) | 1 1/2 | |
| <i>b) architecte</i> | | |
| 1. Thermodynamique, emploi des combustibles et technique de la chaleur | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 2. Notions d'histoire de l'art et archéologie (pour ceux qui ne l'ont pas suivi en candidature) | 1 | 1 |
| 3. Architecture civile (éléments) | 1 | 1 |
| 4. Architecture civile (1 ^{re} partie) | 1 | 1 |
| 5. Histoire de l'architecture (cours approfondi : 1 ^{re} partie) | 1 | 1 |
| 6. Évaluation des travaux de terrassements, constructions des ponts, mode d'exécution des différents genres de travaux (1 ^{re} partie) | 1 | 1 |
| 7. Composition architectonique et urbanistique (1 ^{re} partie) | 1 | 1 |
| 8. Procédés généraux de construction (mécanique des sols, 1 ^{re} partie) | 1 1/2 | |
| 9. Sculpture, dessin, maquettes | 1 | 1 |

III - Travaux pratiques

(Nombre de séances de 2 1/2 ou de 3 heures pour chaque élève)

| | Ingénieur civil des constructions | Architecte |
|--|--------------------------------------|------------|
| 1. Travaux graphiques relatifs à la cinématique des machines, à la description et à la construction des machines | 25 | 8 |
| 2. Travaux graphiques relatifs aux constructions du génie civil et à l'architecture | 8 | 8 |
| 3. Travaux graphiques relatifs à l'architecture | | 60 |
| 4. Exercices sur l'architecture religieuse | | 15 |
| 5. Laboratoire de thermotechnique | 3 | 2 |
| 6. Laboratoire de mécanique | 6 | 3 |
| 7. Laboratoire d'électricité | 4 | |
| 8. Exercices d'électricité | 4 | |
| 9. Exercices de topographie | 2 | 2 |
| 10. Exercices sur l'emploi des combustibles, la thermodynamique | 8 | |
| 11. Exercices sur la dynamique des machines | 6 | |
| 12. Exercices sur la résistance des matériaux | 8 | 8 |
| 13. Exercices sur les constructions du génie civil et l'hydraulique | 8 | 2 |
| 14. Laboratoire de métallographie | 8 | 4 |
| 15. Excursion le mercredi | | |

| | 1 ^{er} semestre Heures par semaine | 2 ^e semestre Heures par semaine |
|---|--|---|
| <i>Deuxième épreuve</i> | | |
| <i>I - Cours communs</i> | | |
| 1. Métallurgie générale (uniquement pour l'ingénieur des constructions) | | 1 |
| 2. Chimie industrielle (2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 3. Stabilité des constructions (2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 4. Électricité et ses applications industrielles (machines électriques) (uniquement pour l'ingénieur des constructions) | 2 1/2 | |
| 5. Technologie et procédés généraux de construction (partie relative aux constructions industrielles) | 1 | 1 |
| 6. Description et construction des machines (2 ^e partie, uniquement pour l'ingénieur des constructions) : a) Partie théorique | 1 | 1 |
| b) Partie constructive | 1 | |
| 7. Économie industrielle et principes de la gestion des entreprises | 1 | 1 |
| 8. Rôle social de l'ingénieur | 1 | |
| 9. Technologie de la sécurité du travail (facultatif) | | 1 |
| 10. Méthodes analogiques et simulation (facultatif) | 1 | |
| <i>II - Cours spéciaux :</i> | | |
| a) <i>des constructions</i> | | |
| 1. Minéralogie et géologie (avec application aux constructions) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 2. Constructions du génie civil (2 ^e partie) | 3 | 3 |
| 3. Compléments de la stabilité des constructions (béton armé : 1 ^{re} partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 4. Compléments de la stabilité des constructions (1 ^{re} partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 5. Architecture civile | 1 | 1 |
| 6. Architecture et histoire de l'architecture (1 ^{re} partie) | 1 | 1 |
| 7. Procédés généraux de construction (mécanique des sols, 2 ^e partie) | | 1 1/2 |
| 8. Compléments de topographie | | 1 |
| 9. Éléments de mathématique appliquée | 1 1/2 | |
| 10. Physique appliquée au bâtiment (facultatif) | 1 | 1 |
| b) <i>architecte</i> | | |
| 1. Minéralogie et géologie (avec application aux constructions) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 2. Métallurgie générale et sidérurgie | 1 | 1 |
| 3. Électricité et ses applications industrielles (théories générales) | 2 | |
| 4. Description et construction des machines | 1 | 2 |
| 5. Architecture civile (2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 6. Histoire de l'architecture (cours approfondi : 2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 7. Compléments de la stabilité des constructions (béton armé : 1 ^{re} partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 8. Compléments de la stabilité des constructions (1 ^{re} partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 9. Évaluation des travaux de terrassement, constructions des ponts, mode d'exécution des différents genres de travaux (2 ^e partie) | 3 | 3 |
| 10. Compléments de topographie | | 1 1/2 |
| 11. Composition architectonique et urbanisme (2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 12. Physique appliquée au bâtiment (1 ^{re} partie) | 1 | 1 |
| 13. Éléments de mathématiques appliquées (facultatif) | 1 1/2 | |
| 14. Histoire de l'architecture (cours approfondi : questions spéciales) | 1 | 1 |
| 15. Procédés généraux de construction (mécanique des sols : 2 ^e partie) | | 1 1/2 |
| 16. Sculpture, dessin, maquettes | 1 | 1 |

III - Travaux pratiques

(Nombre de séances de 2 1/2 ou de 3 heures pour chaque élève)

| | Ingénieur civil des constructions | Architecte |
|--|--------------------------------------|------------|
| 1. Travaux graphiques relatifs à la description et à la construction des machines et aux constructions industrielles | 20 | 8 |
| 2. Travaux graphiques relatifs aux constructions du génie civil | 16 | 8 |
| 3. Travaux graphiques relatifs à l'architecture civile | | 75 |
| 4. Exercices sur les constructions du génie civil et la stabilité des constructions | 16 | 8 |
| 5. Exercices numériques sur le béton armé | 12 | 12 |
| 6. Exercices sur l'architecture religieuse | | 15 |
| 7. Exercices sur la géologie | 6 | 6 |
| 8. Exercices de topographie | 4 | 4 |
| 9. Laboratoire de thermotechnique | 3 | |
| 10. Laboratoire d'essais des machines électriques | 4 | |
| 11. Laboratoire d'électricité | | 8 |
| 12. Laboratoire d'essais des matériaux pierreux | 3 | 3 |
| 13. Excursions géologiques | 6 jours | 6 jours |

| | 1 ^{er} semestre Heures par semaine | 2 ^e semestre Heures par semaine |
|--|--|---|
| <i>Troisième épreuve</i> | | |
| <i>I - Cours communs</i> | | |
| 1. Questions de sciences religieuses (décembre-janvier) | 2 | |
| 2. Sidérurgie (constructions seulement) | 2 | 1 1/2 |
| 3. Chimie industrielle (jusqu'à Noël) | 1 1/2 | |
| 4. Électricité et ses applications industrielles (applications) | | 2 |
| 5. Description et construction des machines (3 ^e partie), (constructions seulement, jusqu'au 21 mars) : | | |
| a) Partie théorique | 1 | |
| b) Partie constructive | | 1 |
| 6. Constructions industrielles | 1 1/2 | |
| 7. Économie politique et sociale | 1 1/2 | |
| 8. Éléments de droit industriel | | 1 1/2 |
| 9. Technologie de la sécurité du travail (facultatif) | | 1 |
| 10. Problèmes non linéaires et asservissement (facultatif) | | 1 |
| 11. Aspects psychologiques et sociaux de la direction (facultatif) | | 2 |
| <i>II - Cours spéciaux :</i> | | |
| <i>a) des constructions</i> | | |
| 1. Constructions du génie civil (3 ^e partie) | 3 | 3 |
| 2. Compléments de la stabilité des constructions (2 ^e partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 3. Compléments de la stabilité des constructions (béton armé : 2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 4. Architecture et histoire de l'architecture (2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 5. Exploitation des chemins de fer | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 6. Chauffage, ventilation, conditionnement d'air (facultatif) | 1 | 1 |
| <i>b) architecte</i> | | |
| 1. Architecture civile (3 ^e partie) | 1 | 1 |
| 2. Histoire de l'architecture (cours approfondi : questions spéciales) | 1 | 1 |
| 3. Compléments de la stabilité des constructions (2 ^e partie) | 1 1/2 | 1 1/2 |
| 4. Compléments de la stabilité des constructions (béton armé : 2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 5. Évaluation des travaux de terrassements, constructions des ponts, mode d'exécution des différents genres de travaux (3 ^e partie) | 3 | 1 1/2 |
| 6. Composition architectonique et urbanistique (3 ^e partie) | 1 | 1 |
| 7. Architecture religieuse | 1 | |
| 8. Physique appliquée au bâtiment (2 ^e partie) | 1 | 1 |
| 9. Sculpture, dessin, maquettes | 1 | 1 |

III - Travaux pratiques

(Nombre de séances de 2 1/2 ou de 3 heures pour chaque élève)

| | Ingénieur civil des constructions | Architecte |
|---|--------------------------------------|------------|
| 1. Travaux graphiques relatifs à la description et à la construction de machines et aux constructions industrielles | 20 | 8 |
| 2. Travaux graphiques relatifs aux constructions du génie civil | 16 | 8 |
| 3. Travaux graphiques relatifs à l'architecture civile | | 75 |
| 4. Exercices sur les constructions du génie civil et la stabilité des constructions | 16 | 8 |
| 5. Laboratoire de béton armé | 12 | 12 |
| 6. Exercices sur l'architecture religieuse | | 15 |
| 7. Laboratoire de thermotechnique | 6 | |
| 8. Laboratoire d'essais des matériaux métalliques | 4 | 4 |
| 9. Laboratoire de chimie industrielle et génie chimique | 4 | |

ANNEXE III

UNIVERSITÉ TECHNIQUE D'AIX-LA-CHAPELLE (Allemagne)

Plan d'études de la branche « génie civil »

I - Cours précédant l'examen préliminaire (Vorprüfung)

Cours obligatoires et travaux pratiques du 1^{er} au 4^e semestre

| Désignation des cours | Semestre d'hiver 1. | | Semestre d'été 2. | | Semestre d'hiver 3. | | Semestre d'été 4. | |
|---|---------------------|---|-------------------|---|---------------------|---|-------------------|---|
| | V | U | V | U | V | U | V | U |
| Mathématiques supérieures I, II, III, | 4 | 2 | 4 | 2 | 4 | 2 | | |
| Géométrie descriptive B I, B II | 2 | 2 | 1 | 1 | | | | |
| Mécanique I, II, III, IV | 3 | 2 | 3 | 2 | 3 | 2 | 3 | 2 |
| Géodésie I, II, III | 2 | 2 | 2 | 3 | 2 | 1 | | |
| Synthèse : relevé topographique complet (en 12 jours après la fin des cours) avec mémoire | | | | 8 | | | | |
| Physique pour les ingénieurs du génie civil | | | | | 4 | | | |
| Travaux pratiques de physique | | 2 | | 2 | | | | |
| Éléments de chimie I | 2 | | | | | | | |
| Géologie et minéralogie | 3 | | | 2 | | | | |
| Connaissance des matériaux I, II | | | 2 | | 2 | 2 | | 2 |
| Constructions du génie civil I, II | | | 2 | | 2 | 2 | | 2 |
| Éléments de l'utilisation des engins de construction I et II | 2 | | 1 | | | | | |
| Sciences économiques | | | | | 2 | | 2 | 2 |
| Dessin technique (bâtiment) | | 2 | ou | 2 | | | | |
| Dessin à main levée | | 2 | ou | 2 | | | | |

II - Cours suivant l'examen préliminaire (Vorprüfung) du 4^e au 8^e semestre

| Désignation des cours | Semestre d'été 4. | | Semestre d'hiver 5. | | Semestre d'été 6. | | Semestre d'hiver 7. | | Semestre d'été 8. | |
|--|-------------------|---|---------------------|----|-------------------|----|---------------------|-----|-------------------|-----|
| | V | U | V | U | V | U | V | U | V | U |
| Routes I, II, III | | | 2A | 2A | 2A | 2A | 2A | 2A | | |
| Terrassements et routes en terre | | | 1A | | | | | | | |
| Construction de galeries et de tunnels en terrains rocheux | 2A | | | | | | | | | |
| Routes IV | | | | | | | | | 2S | 2S |
| Adjudications et contrôle des prix | | | | | | | | | 1S | |
| Séminaires de constructions routières | | | | | | | | | | 1S |
| Travaux pratiques de constructions routières et de terrassements I, II | | | | 2A | | 4S | | | | |
| Routes en béton précontraint et pistes d'envol | | | | | | | | | 1S | |
| Construction, aménagement et entretien des routes | | | | | | | 1S | | | |
| Chapitres sélectionnés de la dynamique du roulage | | | 1ES | 2E | | | | | | |
| Urbanisme et aménagement du territoire I | | | 2A | | | | | | | 1A |
| Urbanisme et aménagement du territoire (urbanisme en fonction de la circulation) | | | | | 2A | 1A | | | 1S | |
| Circulation urbaine, planification de la circulation et technique de la circulation routière | | | | | | | 2SE | | | 1SE |
| Séminaires d'urbanisme et de transport | | | | | | | | 1SE | | 1SE |
| Adduction d'eau | 2A | | | | | 1A | | | | |
| Traitement des eaux potables | | | | | 1S | 1S | | | | |
| Évacuation des eaux usées | | | 2A | | | | | 1A | | |
| Éléments de l'épuration des eaux usées | | | | | 1A | | | | | |
| Épuration des eaux usées et hydraulique qualitative | | | | | | | 1S | | | |

| Désignation des cours | Semestre d'été 4. | | Semestre d'hiver 5. | | Semestre d'été 6. | | Semestre d'hiver 7. | | Semestre d'été 8. | |
|--|-------------------|---|---------------------|------|-------------------|-------|---------------------|----|-------------------|-------|
| | V | U | V | U | V | U | V | U | V | U |
| Séminaires sur la distribution de l'eau dans les cités | | | | | | | | 1S | | 1S |
| Éléments de l'exploitation des voies ferrées | 1A | | | | | | | | | |
| Construction de voies et d'aiguillages | 2A | | | | | | | | | |
| Économie de transports | | | | | 2A | | | | | |
| Tracé de lignes, création de réseaux | | | 2A | 2A | | | | | | |
| Gares de voyageurs et de marchandises, places publiques devant les gares | | | | | 2A | 2A | | | | |
| Exploitation des chemins de fer | | | | | | | 1E | 1E | | |
| Grandes installations ferroviaires | | | | | | | 2E | 4E | | |
| Signalisation ferroviaire | | | | | | | | | 1E | 2E |
| Installations modernes de signalisation et de télécommunications (chapitres choisis) | | | | | | | | | 1E | |
| Chemins de fer rapides ; voies de construction spéciale | | | | | | | | | 1E | |
| Séminaire sur l'économie des transports | | | | | | | | | | 1ES |
| Statistiques des transports | | | | | 1E | 1E | | | | |
| Statistiques des transports (séminaire) | | | | | | | | | | 2E |
| Aménagement des voies navigables | | | | | 2A | | | | | 2W |
| Fondations, y compris théorie de la poussée des terres | | | 2A | 2A | | | | | | |
| Statique du sol I | | | | | 2A | 2A | | | | |
| Mécanique des sols | | | 2A | | | | | | | |
| Mécanique des sols (travaux pratiques à option) | | | | (1)A | | (1)A | | | | |
| Statique des sols II | | | | | | | 2W | | | |
| Routes côtières et voies navigables | | | | | | | | | 1W | 1SemW |
| Constructions portuaires | | | | | 1W | 1SemW | | | | |
| Problèmes techniques et économiques des voies d'eau fédérales | | | | | | | 1W | | | |
| Hydrographie et hydraulique | 1A | | | | | | | | | |
| Hydraulique appliquée | | | 2A | | | | | | | |
| Calculs hydrauliques | | | | | | 2A | | | | |
| Hydraulique fluviale et correction des torrents I, II | 1A | | | | | | | | 1W | |
| Centrales hydrauliques | | | | | | | 2A | 2A | | |
| Barrages | | | | | | | 2A | | | 2A |
| Séminaire sur les ouvrages hydrauliques | | | | | | | | | | 2W |
| Éléments d'hydraulique agricole | | | | | | | 2W | | | 1W |
| Hydraulique et ouvrages hydrauliques (chapitres choisis) | | | | | | | | | 2W | |
| Hydraulique agricole II | | | | | | | | | 1W | 2W |
| Statique des constructions I, II, III, IV | | | 2A | 2A | 2A | 2A | 2A | 2A | 2K | 2K |
| Construction en béton armé I, II, III, IV | | | 2A | 2A | 2A | 2A | 2A | 2A | 2K | 2K |
| Statique des surfaces I | | | | | | | 1K | 1K | | |
| Séminaire sur la construction en dur | | | | | | | | | | 1K |
| Éléments de construction métallique | | | 2A | | | | | | | |
| Constructions à ossature métallique | | | | | 2A | 2A | | | | |
| Construction de ponts métalliques I, II | | | | | | | 2A | 2A | 2K | 2K |
| Constructions métalliques (chapitres choisis) | | | | | | | 1K | | 1K | |
| Séminaire sur les constructions métalliques | | | | | | | | 1K | | 1K |
| Constructions en bois du génie civil | | | | | | | 2A | 2A | | |
| Matériaux utilisés pour les constructions du génie civil | | | | | | | 2K | | | |
| Engins de construction I, II, III | | | 2A | | 2A | | 1A | | | |
| Engins de construction (travaux pratiques) et aménagement rationnel des chantiers | | | | | | | | 2A | | |
| Pratique de la construction I, II | | | | | | | 1A | | 1A | |
| Aménagement des chantiers importants | | | | | 2B | | | | | |
| Études comparatives de chantiers, exécution d'enquêtes de rentabilité | | | | | | | | 2B | | |
| Méthodes spéciales de construction | | | | | | | 2B | | | |

| Désignation des cours | Semestre d'été 4. | | Semestre d'hiver 5. | | Semestre d'été 6. | | Semestre d'hiver 7. | | Semestre d'été 8. | |
|--|-------------------|---|---------------------|---|-------------------|---|---------------------|----|-------------------|----|
| | V | U | V | U | V | U | V | U | V | U |
| Travaux pratiques portant sur la pratique de la construction (10 jours à la fin du semestre d'été) | | | | | | | | | | 4B |
| Calcul, en matière de construction, du prix de revient en fonction des données prévisionnelles et calcul du prix de revient a posteriori sur la base des coûts réels | | | | | | | 2B | | | |
| Exercices pratiques de calcul du prix de revient en fonction des données prévisionnelles de calcul du prix de revient a posteriori sur la base des coûts réels | | | | | | | | | | 3B |
| Pratique de la construction III | | | | | | | 2B | 1B | | |
| Pratique de la construction IV | | | | | | | | | 2B | |
| Introduction au droit du travail | | | | | | | | | 1B | |
| Prévention des accidents sur les chantiers | | | | | | | 1B | | | |
| Droit général ; droit foncier et règles juridiques relatives au registre foncier | | | | | | | | | 1B | |

Abréviations :

- V = Cours
U = Exercices
A = Cours généraux et exercices
S = uniquement pour les routes et l'urbanisme
W = uniquement pour l'hydraulique
E = uniquement pour les chemins de fer
K = uniquement pour les constructions du génie civil
B = uniquement pour la pratique de la construction

Cours et exercices approfondis

ANNEXE III A

Section « génie civil » - « Technische Hochschule » de Rhénanie-Westphalie
Aix-la-Chapelle

Le plan d'études abrégé de 1963 impose aux étudiants les horaires suivants :

Heures de cours par semestre et spécialisation

| | | 4° semestre | 5° semestre | 6° semestre | 7° semestre | 8° semestre |
|-----------------------------|-------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Pour tous les étudiants = A | | 9 | 23 | 21 | 16 | 1 |
| Spécialisation = B | | | | | | |
| Constr. | B | — | — | — | 6 | 5 |
| | A + B | 9 | 23 | 21 | 22 | 6 |
| S. S. | B | — | 2 | 2 | 4 | 5 |
| | A + B | 9 | 25 | 23 | 20 | 6 |
| W. | B | — | — | 1 | 5 | 5 |
| | A + B | 9 | 23 | 22 | 21 | 6 |
| E. | B | — | 1 | 1 | 5 | 3 |
| | A + B | 9 | 24 | 22 | 21 | 4 |
| B. | B | — | — | 2 | 7 | 4 |
| | A + B | 9 | 23 | 23 | 23 | 5 |

4^e - 8^e semestre A = 70 heures
 K = 11 heures A + B = 81 heures
 S = 13 heures A + B = 83 heures
 W = 11 heures A + B = 81 heures
 E = 10 heures A + B = 80 heures
 B = 13 heures A + B = 83 heures

Abréviation :

K = Constructions du génie civil
 S = Routes et urbanisme
 W = Hydraulique
 E = Chemins de fer
 B = Pratique de la construction

ANNEXE III B

**Section « génie civil » - « Technische Hochschule » de Rhénanie-Westphalie,
 Aix-la-Chapelle**

Organisation des examens (pour toutes les spécialisations)

L'examen donnant droit au diplôme peut être scindé en deux parties. Il peut se dérouler des trois façons suivantes :

- a) première partie après le 7^e semestre,
 ensuite exercices de spécialisation pendant le 8^e semestre,
 deuxième partie après le 8^e semestre,
 ensuite thèse
fin des études après le 9^e semestre ;
- b) première partie après le 8^e semestre,
 ensuite thèse,
 deuxième partie après le 9^e semestre
fin des études après le 9^e semestre ;
- c) thèse après le 8^e semestre,
 première partie immédiatement après le 9^e semestre,
 deuxième partie immédiatement après le 10^e semestre
fin des études après le 10^e semestre.

Les première et deuxième parties peuvent être jointes dans les cas b et c.

ANNEXE III C

**Section « génie civil » - « Technische Hochschule » de Rhénanie-Westphalie,
 Aix-la-Chapelle**

Formation pratique

Dans le cadre du raccourcissement des études, les dispositions d'exécution complémentaires du règlement de 1940 sur l'organisation des études entreront en vigueur à compter du semestre d'hiver 1965-1966 ; elles seront applicables à partir du 5^e semestre de cours.

Exercices : A - Nombre

| Semestre | Branche | Nature des exercices | Objet des exercices |
|---|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| 5 ^e semestre d'hiver 1-11 - 1-5 | Statique | Calculs | Problèmes de statique I |
| | Construction en dur | Calcul et construction | Piliers et poutres |
| | Constructions routières | Calcul | Tracé |
| | Hydraulique | Calcul | Distribution des eaux |
| | Chemins de fer | 2 exercices | Tracé de lignes |

| Semestre | Branche | Nature des exercices | Objet des exercices |
|---|--|---|---|
| 6 ^e semestre d'été 1-5 - 1-11 | Statique Construction en dur Constructions métalliques Constructions urbaines Fondations Chemins de fer | Calculs Calcul et construction Calcul et construction Projet 3 exercices Projet | Problèmes de statique II Couverture des caves Hangar en acier Plan pilote Statique du sol Gare |
| 7 ^e semestre d'hiver 1-11 - 1-5 | Statique Constructions en bois du génie civil Constructions routières Constructions urbaines Fondations Hydraulique Hydraulique Pratique de la construction | Calculs Calcul et construction Projet 2 exercices 2 exercices 1 exercice Projet Projet | Problèmes de statique III Fermes de toiture Route Distribution de l'eau dans les cités Fondations Distribution de l'eau Centrales hydrauliques Aménagement des chantiers |
| 8 ^e semestre d'été 1-5 - 1-11 | Exercices divers selon la spécialisation | | |

Chaque étudiant reçoit une « carte d'exercices » en vue du contrôle ; un double de cette carte est conservé par le secrétariat de la section.

B - Délais

Les délais à respecter pour les exercices sont les suivants :

Semestre d'hiver : Présentation de la carte d'exercices au secrétariat de la section avant le 5-11.

Remise des exercices aux professeurs avant le 20-11.

Notation des exercices par les professeurs avant le 1-5.

Semestre d'été : Présentation de la carte d'exercices au secrétariat de la section avant le 5-5.

Remise des exercices aux professeurs avant le 20-5.

Notation des exercices par les professeurs avant le 1-11.

Les exercices du 5^e semestre sont remis même si la deuxième partie de l'examen préliminaire (Vorprüfung) n'a pas été obtenue. Si l'examen préliminaire n'est pas terminé avant le début du 7^e semestre, les exercices effectués jusqu'à cette date sont annulés et les 5^e et 6^e semestres ne sont pas reconnus comme semestres de cours. Ces semestres doivent être refaits.

Les retards dans l'achèvement des exercices d'un semestre de cours empêchent le passage au semestre suivant. Une exception est consentie si les exercices d'une seule branche n'ont pu être terminés en temps voulu. Ces exercices doivent être refaits pendant le semestre suivant et terminés en temps utile. Un retard n'est autorisé que pour un exercice par semestre. Un cachet apposé dans le registre des études par le secrétariat de la section sanctionne la reconnaissance du semestre de cours.

ANNEXE IV

ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE DELFT (Pays-Bas) - Section « Construction »

1^{re} année

Cours obligatoires

Analyse I
Géométrie analytique I
Mécanique appliquée à l'architecture
Étude des formes planes
Étude des formes plastiques
Perspective
Dessin à main libre
Constructions architecturales
Histoire de l'architecture
Matériaux de construction I
Théorie des matériaux de construction

Projets
Architecture de la maison
Architecture d'intérieur
Architecture des jardins
Étude des formes structurées
Dessin à main libre
Modélage
Constructions architecturales
Acier
Béton
Histoire de l'architecture
Histoire de l'art
Levé de terrains
Matériaux de construction II

2^e année

Cours obligatoires

Mécanique appliquée
Physique appliquée à l'architecture I

3^e année

Cours fondamentaux

Mécanique appliquée
Physique appliquée à l'architecture I

Acier
Béton
Architecture de la maison
Projets
Projets d'ensemble
Architecture d'intérieur
Architecture des jardins
Projets urbanistiques
Dessin à main libre
Modelage
Constructions architecturales
Acier
Béton
Bois
Esthétique des constructions
Logements sociaux
Choix entre
— histoire de l'architecture
— histoire de l'art

Cours facultatifs

Commentaires d'architecture
Étude des formes structurées
Esthétique industrielle
Sociologie urbaine et rurale

4^e année

Cours fondamentaux

Toitures ardoisées
Exécution des travaux
Acier
Constructions en béton
Théorie des formes
Projet d'ensemble
Architecture d'intérieur
Constructions utilitaires
Projets urbanistiques

Dessin à main libre
Modelage
Construction de bâtiments
Bois
Histoire de l'art
Droit relatif aux constructions

Cours facultatifs

Projets
Commentaires d'architecture
Architecture des jardins
Constructions utilitaires
Projets urbanistiques
Paysage
Sociologie urbaine et rurale
Capita selecta
Hygiène générale
Économie
Relations du travail
Éléments de droit public

5^e année

Cours fondamentaux

Projet d'ensemble
Architecture d'intérieur
Constructions utilitaires
Dessin à main libre
Modelage
Construction de bâtiments
Capita selecta

Cours facultatifs

Constructions en béton I
Constructions en béton II
Commentaires d'architecture
Architecture des jardins
Projets urbanistiques
Paysage

ANNEXE V

Articles 51 et 52 de la loi italienne n° 2537 du 23 octobre 1925 délimitant les professions d'ingénieur et d'architecte

Article 51

Relèvent de la compétence de la profession d'ingénieur le plan, la direction et le devis des travaux ayant pour but d'extraire, de transformer et d'utiliser les matériaux directement ou indirectement nécessaires aux constructions et aux industries ; les travaux relatifs aux voies et moyens de transport, d'écoulement des eaux et de communication, aux constructions de tout genre, aux machines et installations industrielles, ainsi que, d'une façon générale, aux applications de la physique, aux relevés géométriques et aux opérations d'estimation.

Il faut ajouter que les attributions des ingénieurs civils sont prévues par l'article 18 du règlement de la profession de géomètre approuvé par décret royal n° 274 du 11 février 1929.

En outre, la compétence exclusive des ingénieurs et des architectes est prévue pour tout ouvrage qui, par sa structure en ciment conglomeré simple ou armé, remplit des fonctions essentiellement statiques et intéresse d'une façon ou d'une autre l'intégrité physique des personnes, ceci en vertu du décret royal n° 2229 du 16 novembre 1939.

Article 52

Relèvent aussi bien de la profession d'ingénieur que de celle d'architecte les travaux de construction civile, ainsi que les relevés géométriques et les opérations qui s'y rapportent.

Relèvent toutefois de la compétence de l'architecte les travaux de construction civile qui présentent un caractère artistique important, la restauration et la rénovation des bâtiments publics visées par la loi n° 364 du 20 juin 1909 sur les antiquités et les beaux-arts. Mais la partie technique de ces travaux peut aussi bien être exécutée par l'architecte que par l'ingénieur. La loi du 20 juin 1909, n° 364, précise à cet égard dans son article 1 : « Sont soumises aux dispositions de la présente loi les choses immobilières et mobilières qui présentent un intérêt historique, archéologique, paléontologique ou artistique. Sont exclus les bâtiments et objets d'art d'auteurs vivants, ou ceux dont la construction ne dépasse pas 50 ans. Parmi les choses mobilières sont aussi compris les codes, anciens manuscrits, incunables, estampes et les éditions rares et de valeur, ainsi que les objets d'intérêts numismatique. »